

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2170

[2007/201712]

3 MEI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 met betrekking tot het gemeentelijk actieprogramma inzake de huisvesting

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 188, gewijzigd bij het besluit van 20 juli 2005;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 met betrekking tot het gemeentelijk actieprogramma inzake de huisvesting worden de woorden "voor een periode van drie jaar" vervangen door de woorden "per periode van twee jaar".

Art. 2. Artikel 38, § 1, van het decreet van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode heeft uitwerking op 3 mei 2007.

Art. 3. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE


 MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2171

[2007/201673]

3 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, en ce qui concerne la surveillance de l'état des eaux de surface potabilisables, des eaux souterraines et de certaines zones protégées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, notamment les articles D.17, D.18, alinéa 5, D.19, D.20, D.22, D.24, D.156, D.168, alinéa 3, D.172 et D.175;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, rendu le 22 novembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 7 mars 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Art. 2. L'article R.43. du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« Art. R.43. Le contenu de l'analyse économique de l'utilisation de l'eau, visée à l'article D.17 est déterminé à l'annexe II.

Le contenu du registre des zones protégées visé à l'article D.18 est déterminé à l'annexe III.

La surveillance de l'état des eaux est organisée par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau à partir d'un réseau de surveillance auquel contribuent les producteurs d'eau conformément en particulier à l'article D.168, alinéa 3.

Le contenu, les procédures et les dispositions techniques nécessaires à l'élaboration des programmes de surveillance visé à l'article D.19, sont déterminées à l'annexe IV.

Sur proposition de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau, et en vue de l'exécution du plan de gestion prévu à l'article D.24, le Ministre arrête la liste des sites de contrôle du réseau principal de surveillance correspondant à ces programmes de surveillance des masses d'eau, ainsi que le contenu de ces programmes. »

Art. 3. Il est inséré dans le même Livre les articles R.43bis à R.43bis-5 rédigés comme suit :

« Art. R.43bis. En ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines, les données nécessaires comportent deux origines :

- le réseau des producteurs, qui réunit les sites de contrôle dont le suivi échoit à certains titulaires de prises d'eau et dont les résultats sont régulièrement transmis à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau; sont sujettes à cette surveillance, toute prise d'eau souterraine potabilisable en activité et dont le volume annuel produit dépasse le seuil de 36 500 m³ (100 m³ en moyenne journalière), et toute prise d'eau non potabilisable en activité et dont le volume annuel produit dépasse le seuil de 365 000 m³ (1 000 m³ en moyenne journalière). L'obligation de réaliser des analyses s'applique dès l'année qui suit le dépassement du seuil précédent ou spécifié ci-dessous, et la non-délivrance du permis d'environnement relatif à la prise d'eau ne suspend pas cette obligation;
- le réseau patrimonial, qui réunit des sites de contrôle où sont implantés des piézomètres, des sources ou d'autres catégories de prises d'eau que celles visées au paragraphe précédent; conformément à l'article D.20, la mission d'exploitation du réseau patrimonial peut être confiée à un organisme sur base d'un cahier des charges fixé par le Ministre sur proposition de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau.

A partir des sites disponibles et des données ainsi collectées, le réseau principal de surveillance, représentatif des masses d'eau souterraine, est conçu par les spécialistes en hydrogéologie de manière à :

- fournir une estimation fiable de l'état quantitatif de toutes les masses ou tous les groupes de masses d'eau souterraine, y compris une évaluation des ressources disponibles en eau souterraine;
- fournir une image cohérente et globale de l'état chimique des masses d'eau souterraine de chaque bassin hydrographique et permettre de détecter la présence de tendances à la hausse à long terme de la pollution induite par l'activité anthropique.

Ce réseau et la méthodologie nécessaire à sa conception sont approuvés par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau.

L'autorité de bassin inclut, dans le plan de gestion une ou plusieurs cartes indiquant le réseau principal de surveillance de l'eau souterraine.

Les sites de contrôle non retenus pour le réseau principal sont utilisés en vue de contrôles additionnels ou d'enquête, notamment pour l'évaluation de l'état des zones protégées, l'observation de situations locales particulières et la surveillance des établissements classés.

Art. R.43bis-1. Il est interdit de réaliser un forage destiné à la production d'eau souterraine et équipé d'une pompe d'une capacité de plus de 4 m³/h à moins de 50 mètres d'un site de surveillance quantitative des eaux souterraines désigné en application du présent titre et dédié au réseau patrimonial.

Art. R.43bis-2. Tout exploitant d'une prise d'eau faisant partie du réseau patrimonial est tenu d'en permettre l'accès à l'administration ou l'organisme chargé de la surveillance afin d'y effectuer des relevés de niveau ou d'y prélever des échantillons.

Art. R.43bis-3. Les sociétés de production d'eau alimentaire contribuent également à la surveillance des eaux de surface conformément à l'article R.103.

Art. R.43bis-4. Les analyses des paramètres physico-chimiques et microbiologiques effectuées dans le cadre des programmes de surveillance des eaux, sont confiées à des laboratoires accrédités selon la norme NBN EN ISO/CEI 17025 et en application de la législation fédérale relative à l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

En outre, les laboratoires réalisant ces analyses sont tenus de participer à leur frais aux tests spécifiques d'inter-comparaison que la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau leur indiquera auprès d'un organisme spécialisé dans l'inter-comparaison. Il n'y aura pas plus de trois tests spécifiques par plan de gestion.

Les laboratoires concernés autorisent les représentants de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau à assister aux audits BELAC quand ils sont organisés dans ces laboratoires.

Dans toute la mesure du possible, l'analyse des échantillons doit se faire suivant les méthodes CEN/ISO.

Les prélèvements d'échantillons sont effectués sous couvert d'organismes accrédités pour cette activité.

Dans toute la mesure du possible, le prélèvement des échantillons répond à la norme ISO 5667.

Art. R.43bis-5. La surveillance de l'état chimique est effectuée sans préjudice du "survey nitrate" défini à l'article R.226. Lorsque les résultats des analyses réalisées en un site situé en dehors des zones vulnérables définies font apparaître un risque de ne pas atteindre le bon état des eaux en matière de nitrate, une surveillance au moins équivalente à celle du survey nitrate sera établie en ce site. »

Art. 4. L'article R.103 du Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« Art. R.103, § 1^{er}. La présente sous-section s'applique uniquement aux eaux de surface servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

§ 2. Doivent être mesurés aux lieux de contrôle indiqués en annexe XVII, tous les paramètres repris à l'annexe XI. Cette liste de paramètres est revue tous les 6 ans en fonction de l'apparition de nouveaux polluants, sur proposition du Ministre.

§ 3. Si, sur base des contrôles effectués par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau, dans une ou plusieurs masses d'eau situées en amont du point de contrôle, il apparaît qu'un polluant pertinent, non repris à l'annexe XI, est détecté à un niveau constituant un risque de non atteinte du bon état, le producteur concerné est tenu de contrôler ce polluant au point d'extraction.

§ 4. Les fréquences minimales annuelles des échantillonnages et de l'analyse de chaque paramètre ne peuvent être inférieures à celles prévues à la section 5) de la partie I de l'annexe IV.

§ 5. Les résultats des analyses sont transmis à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau dans les formes prescrites par le Ministre. »

Art. 5. Les articles R.96, R.104 et R.130 du Code de l'eau sont abrogés.

Art. 6. Le point 1.a) de l'annexe III de la partie réglementaire du Code de l'Eau est remplacé par le point suivant :

« a) les zones désignées pour le captage d'eau de surface potabilisable en application de l'article D.156 et les zones de prévention et de surveillance déterminées pour le captage d'eau souterraine ou de surface potabilisable en application des articles D.172 et D.175; ».

Art. 7. L'annexe IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau est remplacée par l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 8. L'annexe XI de la partie réglementaire du Code de l'Eau est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 9. L'annexe XVII de la partie réglementaire du Code de l'Eau est modifiée comme suit :

— à la section b) zones d'eau potabilisables, le 8^e point est modifié comme suit :

« Le ruisseau du Laid Trou et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage le plus en aval de Lodomé et le ruisseau du Noir Ruy et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage de Houvegné à Stavelot (bassin de l'Amblève). »;

— à la section b) zones d'eau potabilisables, un 9^e point libellé comme suit est ajouté :

« La Lhomme et ses affluents, de leurs sources jusqu'au captage de Bras à Libramont. »;

— à la section c) lieux de contrôle, le point h. est modifié comme suit :

« h. Le captage situé en aval du barrage de Lodomé et le captage du Noir Ruy, à Stavelot (bassin de l'Amblève) »;

— à la section c) lieux de contrôle, un point i. libellé comme suit est ajouté :

« i. Le captage de Bras à Libramont (bassin de la Lesse) ».

Art. 10. L'annexe XIV de la partie réglementaire du Code de l'Eau est abrogée.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 3 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 1^{re}

« Annexe IV. — Programmes de surveillance

I. SURVEILLANCE DE L'ETAT ECOLOGIQUE ET DE L'ETAT CHIMIQUE DES EAUX DE SURFACE.

Le réseau de surveillance des eaux de surface est établi conformément aux exigences de l'article D.19. Il est conçu de manière à fournir une image d'ensemble cohérente de l'état écologique et chimique dans chaque district hydrographique et à permettre la classification des masses d'eau en cinq classes. L'autorité du bassin fournit dans le plan de gestion une ou plusieurs cartes montrant le réseau de surveillance des eaux de surface.

Sur la base de l'analyse des caractéristiques et de la description des effets effectuées conformément à l'article D.17, l'autorité du bassin établit, pour chaque période couverte par un plan de gestion un programme de contrôle de surveillance et un programme de contrôles opérationnels. L'autorité du bassin peut aussi, dans certains cas, être amenée à établir des programmes de contrôles d'enquête.

L'autorité de bassin surveille les paramètres qui sont indicatifs de l'état de chaque élément de qualité pertinent. En sélectionnant les paramètres pour les éléments de qualité biologique, l'autorité de bassin identifie le niveau taxinomique approprié pour arriver à une confiance et une précision suffisantes dans la classification des éléments de qualité. Les estimations du niveau de confiance et de précision des résultats fournis par les programmes de surveillance sont indiquées dans le plan de gestion.

1) Conception du contrôle de surveillance.

a) Objectif.

L'autorité du bassin établit des programmes de contrôle de surveillance afin de fournir des informations pour :

- compléter et valider la procédure de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines;
- concevoir de manière efficace et valable les futurs programmes de surveillance;
- évaluer les changements à long terme des conditions naturelles;
- évaluer les changements à long terme résultant d'une importante activité anthropique.

Les résultats de ces contrôles sont revus et utilisés, conjointement avec la procédure de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines, pour déterminer les besoins en programmes de surveillance dans le plan de gestion actuel et les plans futurs.

b) Sélection des points de surveillance.

Le contrôle de surveillance est effectué sur la base d'un nombre suffisant de masses d'eau de surface pour permettre une évaluation de l'état général des eaux de surface à l'intérieur de chaque bassin ou sous-bassin hydrographique. En sélectionnant ces masses d'eau, l'autorité du bassin veille à ce que, le cas échéant, le contrôle soit effectué à des points où :

- le taux du débit est représentatif du bassin hydrographique dans son ensemble, y compris les points de rivières importantes où la zone de captage est supérieure à 2 500 km²;
- le volume d'eau présent est représentatif du bassin hydrographique, y compris les grands lacs et réservoirs;
- d'importantes masses d'eau traversent les frontières de la Région wallonne;
- des sites sont identifiés dans le cadre de la Décision 77/795/CEE sur les échanges d'informations, et
- à d'autres sites éventuels nécessaires pour évaluer la charge de pollution qui est transférée à travers les frontières de la Région wallonne et dans l'environnement marin.

c) Sélection des éléments de qualité.

Le contrôle de surveillance est effectué, pour chaque site de surveillance, pendant une période d'un an durant la période couverte par le plan de gestion pour :

- les paramètres indicatifs de tous les éléments de qualité biologique;
- les paramètres indicatifs de tous les éléments de qualité hydromorphologique;
- les paramètres indicatifs de tous les éléments de qualité physico-chimique;
- les polluants de la liste de substances prioritaires qui sont rejetés dans le bassin ou le sous-bassin hydrographique;
- les autres polluants rejetés en quantités importantes dans le bassin ou le sous-bassin hydrographique;

sauf si l'exercice précédent de contrôle de surveillance a montré que l'état de la masse concernée était bon et que rien n'indique, d'après la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines, que les effets sur la masse ont changé. En pareil cas, le contrôle de surveillance est effectué tous les trois plans de gestion.

2) Conception des contrôles opérationnels.

Des contrôles opérationnels sont entrepris pour :

- établir l'état des masses d'eau identifiées comme risquant de ne pas répondre à leurs objectifs environnementaux, et
- évaluer les changements de l'état de ces masses suite aux programmes de mesures.

Le programme peut être modifié durant la période couverte par le plan de gestion compte tenu des informations obtenues dans le cadre de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines ou dans le cadre de la présente annexe, notamment pour permettre une réduction de la fréquence des contrôles lorsqu'une incidence se révèle non significative ou que la pression en cause est éliminée.

a) Sélection des sites de contrôle.

Des contrôles opérationnels sont effectués pour toutes les masses d'eau qui, sur la base soit d'une description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines, soit d'un contrôle de surveillance, sont identifiées comme risquant de ne pas répondre à leurs objectifs environnementaux visés à l'article D.22 et pour les masses d'eau dans lesquelles sont rejetées des substances de la liste de substances prioritaires. Pour les substances de la liste de substances prioritaires, des points de contrôle sont sélectionnés selon les dispositions de la législation établissant la norme de qualité environnementale des substances en cause. Dans tous les autres cas, y compris pour les substances de la liste de substances prioritaires pour lesquelles la législation ne donne pas d'indications spécifiques, les points de contrôle sont sélectionnés comme suit :

- pour les masses d'eau courant un risque en raison de pressions ponctuelles importantes, des points de contrôle en nombre suffisant pour évaluer l'ampleur et l'incidence des pressions ponctuelles. Lorsqu'une masse d'eau est soumise à plusieurs pressions ponctuelles, les points de contrôle peuvent être sélectionnés en vue d'évaluer l'ampleur et l'incidence de ces pressions dans leur ensemble;
- pour les masses d'eau courant un risque en raison de pressions diffuses importantes, des points de contrôle en nombre suffisant, à l'intérieur d'une sélection des masses, pour évaluer l'ampleur et l'incidence des pressions diffuses. Les masses sont sélectionnées de manière à être représentatives des risques relatifs de pressions diffuses et des risques relatifs de ne pas avoir un bon état des eaux de surface;
- pour les masses d'eau courant un risque en raison de pressions hydromorphologiques importantes, des points de contrôle en nombre suffisant, à l'intérieur d'une sélection des masses, pour évaluer l'ampleur et l'incidence des pressions hydromorphologiques. Les masses sont sélectionnées de manière à donner des indications sur l'incidence globale des pressions hydromorphologiques auxquelles toutes les masses sont soumises.

b) Sélection des éléments de qualité.

Afin d'évaluer l'ampleur des pressions auxquelles les masses d'eau de surface sont soumises, l'autorité du bassin contrôle les éléments de qualité qui permettent de déterminer les pressions auxquelles la ou les masses sont soumises. Afin d'évaluer l'incidence de ces pressions, l'autorité de bassin contrôle, selon le cas :

- les paramètres permettant de déterminer l'élément de qualité biologique ou les éléments qui sont les plus sensibles aux pressions auxquelles les masses d'eau sont soumises;
- toutes les substances prioritaires rejetées et les autres polluants rejetés en quantités importantes;
- les paramètres permettant de déterminer l'élément de qualité hydromorphologique le plus sensible à la pression identifiée.

3) Conception des contrôles d'enquête.

Des contrôles d'enquête sont effectués :

- lorsque la raison de tout excédent est inconnue;
- lorsque le contrôle de surveillance indique que les objectifs environnementaux pour une masse d'eau ne seront probablement pas atteints et qu'un contrôle opérationnel n'a pas encore été établi, en vue de déterminer les causes pour lesquelles une masse d'eau ou plusieurs masses d'eau n'atteignent pas les objectifs environnementaux, ou
- pour déterminer l'ampleur et l'incidence de pollutions accidentelles.

Ces contrôles apportent les informations nécessaires à l'établissement d'un programme de mesures en vue de la réalisation des objectifs environnementaux et des mesures spécifiques nécessaires pour remédier aux effets d'une pollution accidentelle.

4) Fréquence des contrôles.

Durant la période du contrôle de surveillance, les paramètres indicatifs des éléments de qualité physico-chimique devraient être contrôlés selon les fréquences ci-après, sauf si des intervalles plus longs se justifiaient sur la base des connaissances techniques et des avis d'experts. Pour les éléments de qualité biologique ou hydromorphologique, le contrôle est effectué au moins une fois durant la période du contrôle de surveillance.

Pour les contrôles opérationnels, la fréquence des contrôles requise pour tout paramètre est déterminée par l'autorité de bassin de manière à apporter des données suffisantes pour une évaluation valable de l'état de l'élément de qualité en question. A titre indicatif, les contrôles devraient avoir lieu à des intervalles ne dépassant pas ceux indiqués dans le tableau ci-dessous, à moins que des intervalles plus longs ne se justifient sur la base des connaissances techniques et des avis d'experts.

Les fréquences sont choisies de manière à parvenir à un niveau de confiance et de précision acceptable. L'évaluation de la confiance et de la précision atteintes par le système de contrôle utilisé est indiquée dans le plan de gestion.

Sont choisies des fréquences de contrôle qui tiennent compte de la variabilité des paramètres résultant des conditions à la fois naturelles et anthropiques. L'époque à laquelle les contrôles sont effectués est déterminée de manière à réduire au minimum l'effet des variations saisonnières sur les résultats, et donc à assurer que les résultats reflètent les modifications subies par la masse d'eau du fait des variations des pressions anthropiques. Pour atteindre cet objectif, des contrôles additionnels seront, le cas échéant, effectués à des saisons différentes de la même année.

Élément de qualité	Rivières	Lacs
Biologiques		
Phytoplancton	6 mois	6 mois
Autre flore aquatique	3 ans	3 ans
Macro-invertébrés	3 ans	3 ans
Poissons	3 ans	3 ans
Hydromorphologiques		
Continuité	6 ans	
Hydrologie	Continu	1 mois
Morphologie	6 ans	6 ans
Physico-chimique		
Température	3 mois	3 mois
Bilan d'oxygène	3 mois	3 mois
Salinité	3 mois	3 mois
Nutriments	3 mois	3 mois
Etat d'acidification	3 mois	3 mois
Autres polluants	3 mois	3 mois
Substances prioritaires	1 mois	1 mois

5) Contrôles additionnels requis pour les zones protégées.

Les programmes de contrôle prévus ci-dessus sont complétés en vue de répondre aux exigences suivantes :

a) Points de captage d'eau potable.

Les masses d'eau de surface définies au titre de l'article D.168 (captage d'eau potable) qui fournissent en moyenne plus de 100 mètres cubes par jour sont désignées comme points de contrôle et font l'objet des contrôles additionnels nécessaires pour répondre aux exigences de cet article. Les contrôles effectués sur ces masses portent sur toutes les substances prioritaires rejetées et toutes les autres substances rejetées en quantités importantes susceptibles de modifier l'état de la masse d'eau et qui sont contrôlées au titre des articles D.180 à D.193. Les contrôles sont effectués selon les fréquences suivantes :

Population desservie	Fréquence
< 10 000	4 fois par an
de 10 000 à 30 000	8 fois par an
> 30 000	13 fois par an

b) Zones d'habitat et zones de protection d'espèces.

Les masses d'eau qui constituent ces zones sont incluses dans le programme de contrôles opérationnels visé ci-dessus si, sur la base de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines et du contrôle de surveillance, elles sont identifiées comme risquant de ne pas répondre à leurs objectifs environnementaux visés à l'article D.22. Les contrôles sont effectués pour évaluer l'ampleur et l'incidence de toutes les pressions importantes pertinentes exercées sur ces masses et, le cas échéant, pour évaluer les changements de l'état desdites masses suite aux programmes de mesures. Les contrôles se poursuivent jusqu'à ce que les zones soient conformes aux exigences relatives à l'eau prévues par la législation qui les désigne comme telles et qu'elles répondent aux objectifs visés à l'article D.22.

6) Normes pour le contrôle des éléments de qualité.

Les méthodes utilisées pour le contrôle des paramètres types doivent être conformes aux normes internationales mentionnées ci-dessous ou à d'autres normes nationales ou internationales garantissant des données de qualité scientifique et de comparabilité équivalentes.

a) Echantillonnage de macro-invertébrés :

ISO 5667-3	Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 3 : Guide pour la conservation et la manipulation des échantillons
EN 27828	Qualité de l'eau - Méthodes d'échantillonnage biologique - Guide pour le prélèvement des macro-invertébrés benthiques à l'épuisette
EN 28265	Qualité de l'eau - Méthodes d'échantillonnage biologique - Guide pour la conception et l'utilisation d'échantillonneurs quantitatifs de macro-invertébrés benthiques sur substrats rocaillieux dans les eaux peu profondes
EN ISO 9391	Qualité de l'eau - Echantillonnages de macro-invertébrés en eaux profondes - Guide d'utilisation d'échantillonneurs de colonisation, quantitatifs et qualitatifs
EN ISO 8689	Classification biologique des rivières - Partie I : Lignes directrices concernant l'interprétation des données de qualité biologiques résultant des études des macro-invertébrés benthiques dans les eaux courantes
EN ISO 8689-2	Classification biologique des rivières - Partie II : Lignes directrices concernant la présentation des données de qualité biologiques résultant des études des macro-invertébrés benthiques dans les eaux courantes

b) Echantillonnage de macrophytes :

Normes CEN/ISO lorsqu'elles auront été mises au point.

c) Echantillonnage de poissons :

Normes CEN/ISO lorsqu'elles auront été mises au point.

d) Echantillonnage de diatomées :

Normes CEN/ISO lorsqu'elles auront été mises au point.

e) Normes pour les paramètres physico-chimiques :

Toute norme CEN/ISO pertinente.

f) Normes pour les paramètres hydromorphologiques :

Toute norme CEN/ISO pertinente.

II. SURVEILLANCE DE L'ETAT QUANTITATIF ET DE L'ETAT CHIMIQUE DES EAUX SOUTERRAINES.

1) Surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines.

a) Principes généraux applicables au réseau de surveillance du niveau de l'eau souterraine.

Les sites de contrôle doivent permettre la mesure du niveau de l'eau souterraine et, en association avec les volumes prélevés, la connaissance de son régime de variation.

La collecte, le traitement et la diffusion des données hydrologiques sont conformes au guide des pratiques hydrologiques de l'Organisation météorologique mondiale.

Le réseau doit comporter suffisamment de points de surveillance représentatifs et suffisamment d'observations pour évaluer le niveau de l'eau dans chaque masse d'eau ou groupe de masses d'eau compte tenu des variations à court et long termes des recharges, et notamment :

- pour les masses d'eau souterraine qui ont été recensées comme risquant de ne pas répondre aux objectifs environnementaux visés à l'article D.22, assurer une densité suffisante de points de surveillance pour évaluer l'impact des captages et des rejets sur le niveau de l'eau souterraine;
- pour les masses d'eau souterraine où de l'eau souterraine traverse la frontière de la Région wallonne, veiller à ce qu'il y ait suffisamment de points de surveillance pour évaluer la direction et le débit de l'eau à travers la frontière de la Région wallonne.

Dans toute la mesure du possible, les mesures de niveau doivent se faire suivant la méthode normalisée ISO 21413. Afin de permettre la comparaison des mesures effectuées en des sites de contrôle différents, l'administration compétente peut imposer le respect de précisions à atteindre pour les mesures à effectuer.

Les points d'observation des niveaux des nappes d'eau souterraine doivent répondre aux caractéristiques minimales suivantes :

- forages non exploités ou anciens puits domestiques;
- ouvrages en excellent état, non colmatés ou fissurés et en contact avec le seul aquifère que l'on se propose de surveiller. Les ouvrages susceptibles d'artésianisme jaillissant sont soit obturés par une vanne munie d'un manomètre soit prolongés par un tube dépassant le niveau du sol sur une hauteur suffisante;
- ouvrage muni d'un repère de mesure piézométrique permanent, stable et inaltérable, ne portant pas à confusion, aisément repérable et clairement indiqué et géoréférencé en altitude avec une précision au moins égale à la précision requise pour les mesures de niveau;
- garantie d'accès pendant la durée complète d'un programme de surveillance;
- données relatives à l'ouvrage (localisation; propriétaire; nature géologique des terrains traversés; diamètre intérieur minimal, équipement et localisation des crépines; schéma du repère de mesure et photographie) sont consignées dans un dossier dont une copie est disponible à l'administration compétente.

b) Densité de la surveillance du réseau principal.

En vertu des principes généraux développés en a) et en fonction d'une part des caractéristiques hydrodynamiques des aquifères, d'autre part des Etats des eaux de surface et des eaux souterraines communiqués le 22 mars 2005 à la Commission européenne, la densité des sites du réseau patrimonial dédiés à la mesure des niveaux des nappes répond aux conditions minimales suivantes :

Code	Masse d'eau souterraine	Densité
RWE060	Calcaires du Tournaisis	1 site par 25 km ²
RWE013	Calcaires de Péruwelz-Ath-Soignies	1 site par 50 km ²
RWE030	Craies du bassin de la Haine	1 site par 50 km ²
RWE031	Sables de la vallée de la Haine	1 site par 50 km ²
RWE051	Sables du Bruxellien	1 site par 50 km ²
RWM011	Calcaires du bassin de la Meuse - bord nord	1 site par 50 km ²
RWM012	Calcaires du bassin de la Meuse - bord sud	1 site par 50 km ²
RWM021	Calcaires et grès du Condroz	1 site par 50 km ²
RWM022	Calcaires et grès du bassin de la Sambre	1 site par 50 km ²
RWM040	Craies du bassin du Geer	1 site par 50 km ²
RWM151	Craies du Pays de Herve	1 site par 50 km ²
	Autres masses d'eau souterraine	1 site par 500 km ² ou 1 site par sous-bassin hydrographique

Le nombre de sites d'observation est précisé par le Ministre en tenant compte de la méthodologie de conception du réseau quantitatif établie par l'administration compétente.

c) Collecte des données à charge des producteurs d'eau.

En ce qui concerne le réseau des producteurs, les principes suivants sont d'application :

- pour toute prise d'eau en nappe captive ne dénoyant pas le toit de l'aquifère, les mesures de niveau sont effectuées dans l'ouvrage en exploitation (mesure dynamique);
- pour toute prise d'eau en nappe captive dénoyant le toit de l'aquifère, les mesures de niveau sont effectuées dans l'ouvrage de prise d'eau à l'arrêt (mesure statique), pour autant que le toit de l'aquifère ne soit plus dénoyé lors de cette mesure statique. Si le toit de l'aquifère reste dénoyé malgré l'arrêt des opérations de pompage, la prise d'eau doit être considérée comme étant en nappe libre;
- pour les prises d'eau non gravitaires en nappe libre, les mesures de niveau sont relevées par batterie de captage en des piézomètres implantés dans la masse d'eau exploitée. Par batterie de captage il y a lieu d'entendre un ensemble de prises d'eau formant une unité technique de production et située dans une même zone de prévention éloignée approuvée ou en projet. Le nombre de piézomètres à relever est fixé comme suit en fonction des volumes prélevés par la batterie :
 - de 0 à moins de 365 000 m³/an : 0 piézomètre;
 - de 365 000 m³/an à moins de 1 460 000 m³/an : 1 piézomètre;
 - 1 460 000 m³/an et plus : 2 piézomètres;
- pour les prises d'eau gravitaires de plus de 2 920 000 m³/an, les mesures de niveau sont remplacées par des mesures du débit mis en décharge (trop pleins) ou du débit de la rivière réceptrice à moins que le site ne fasse partie du réseau limnimétrique régional.

Les piézomètres de surveillance sont sélectionnés en priorité parmi les piézomètres existants ou à réaliser dans le cadre des études de délimitation des zones de prévention. Lorsqu'il y a plus d'un piézomètre, ceux-ci seront convenablement répartis en fonction des sens d'écoulement. Au cas où le nombre de piézomètres existants est insuffisant ou lorsque les caractéristiques des piézomètres ne répondent pas aux critères d'appartenance au réseau de surveillance, la réalisation de piézomètres complémentaires est mise à charge du programme de surveillance.

d) Fréquence de la surveillance.

En vertu des principes généraux développés en a) le tableau suivant est d'application :

		Objectif à atteindre	Objectif minimal (fréquence minimale)
Mesure de niveau d'eau dans les puits et piézomètres	Libre ou dénoyé	Hebdomadaire	Mensuel
	Captif	Mensuel	Semestriel
Mesure de volume prélevé		Mensuel	Annuel
Débits des exutoires		Hebdomadaire	Mensuel

Les fréquences minimales sont le cas échéant augmentées en tenant compte de la nature des aquifères et de manière à obtenir un nombre suffisant d'observations validables permettant leur exploitation statistique.

Dans toute la mesure du possible, les mesures sont effectuées un jour fixe de la semaine ou du mois de manière à conserver un intervalle de temps analogue entre deux mesures successives.

e) Transmission des résultats.

Les résultats du réseau des producteurs sont transmis par chaque producteur à l'administration compétente pour chaque année où des mesures ont été effectuées, au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre.

Les résultats de certains sites de contrôle complémentaires sélectionnés dans le réseau de surveillance sont, à la demande de l'administration compétente, transmis par le producteur ou l'organisme chargé de la surveillance dans le mois qui suit la demande.

2) Surveillance de l'état chimique des eaux souterraines.

a) Principes généraux.

Les sites de contrôle doivent permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs de l'eau brute souterraine pour effectuer des analyses physiques, chimiques et microbiologiques.

En ce qui concerne le réseau des producteurs, un prélèvement par site de captage (et non par prise d'eau) est suffisant et admis, sous certaines conditions à préciser par l'administration compétente.

Sur la base de la caractérisation et de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines effectuées conformément à l'article D.17 et communiquées le 22 mars 2005 à la Commission européenne, un programme de surveillance est établi conformément aux paragraphes b) et c) ci-dessous pour chaque période couverte par un plan de gestion et selon les principes suivants :

- un contrôle de surveillance est exercé tous les trois ans à partir du 1^{er} janvier 2006 sur chacun des sites du réseau des producteurs. Toutefois, pour les prises d'eau potabilisable dont le volume annuel produit ne dépasse pas le seuil de 100 000 m³ (275 m³/jour en moyenne), le contrôle de surveillance s'exerce tous les six ans et débute le 1^{er} janvier 2009;
- un contrôle de surveillance est exercé tous les trois ans à partir du 1^{er} janvier 2006 sur chacun des sites du réseau patrimonial. Toutefois, les analyses complètes réalisées par l'organisme chargé de la surveillance depuis le 1^{er} janvier 2005 sont dispensatrices pour la première période de trois ans;
- les résultats de ces contrôles sont utilisés dès que possible, pour déterminer, par masse d'eau souterraine, s'il y a lieu de fixer des contrôles opérationnels applicables au réseau principal pour la période restante du plan de gestion.

Les contrôles de surveillance et opérationnels sont basés sur le système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines (SEQ-Eso) approuvé le 22 mai 2003 qui prend en compte toutes les incidences possibles de l'activité humaine et tous les usages possibles de l'eau.

L'évaluation du niveau de confiance et de précision des résultats fournis par le programme de contrôles est indiquée dans le plan de gestion.

b) Contrôle de surveillance.

a. Objectif.

Le contrôle de surveillance est effectué pour :

- compléter et valider la procédure de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux souterraines;
- fournir des informations pour l'évaluation des tendances à long terme tant par suite des changements des conditions naturelles que du fait de l'activité anthropique.

b. Densité des sites de contrôle.

Au minimum 3 sites de contrôle ou 1 site par 100 km² doivent être choisis pour chacune des catégories suivantes de masses d'eau souterraine :

- les masses recensées comme courant un risque suite à l'exercice de caractérisation entrepris conformément à l'article D.17;
- les masses pour lesquelles de l'eau souterraine traverse la frontière de la Région wallonne.

c. Sélection des paramètres.

Le contrôle de surveillance consiste à mesurer chacun des paramètres de la liste basée sur le système SEQ-Eso reprise en annexe XI. Ces paramètres sont classés par groupes appelés altérations.

Les paramètres repris en italique dans cette liste sont indicateurs et ne requièrent pas des méthodes de mesure sous accréditation.

Afin de pouvoir évaluer avec fiabilité le bon état ou le très bon état, une limite maximale de quantification est requise dans cette liste pour chaque paramètre. De plus, au niveau de cette valeur maximale, chaque paramètre doit pouvoir être évalué avec une exactitude (justesse et fidélité; cfr. ISO 5725/1) relative de 25 %, laquelle est déterminée sur des échantillons les plus représentatifs des eaux souterraines en incluant l'ensemble du processus analytique.

d. Fréquence des analyses.

L'année où il est mené, le contrôle de surveillance peut comporter plusieurs campagnes d'analyses pour certaines masses d'eau souterraine. Cette fréquence minimale est fixée dans le tableau ci-dessous. Si le contrôle opérationnel n'est pas requis, les campagnes d'analyses pourront être réparties durant la période de trois ou six ans à condition d'échantillonner le site lors de saisons différentes.

Code	Masse d'eau souterraine	Fréquence annuelle
RWE013	Calcaires de Péruwelz-Ath-Soignies	1
RWE030	Craies du bassin de la Haine	2
RWE031	Sables de la vallée de la Haine	2
RWE032	Craies de la vallée de la Deûle	2
RWE051	Sables du Bruxellien	1
RWE053	Sables du Landénien (est)	1
RWE060	Calcaires du Tournaisis	1
RWE061	Sables des Flandres	2
RWE080	Craies captives du Brabant	1
RWE160	Socle du Brabant	1
RWM011	Calcaires du bassin de la Meuse bord nord	1
RWM012	Calcaires du bassin de la Meuse bord sud	1
RWM021	Calcaires et grès du Condroz	2
RWM022	Calcaires et grès du bassin de la Sambre	2
RWM023	Calcaires et grès de la Calestienne et de la Famenne	2
RWM040	Craies du bassin du Geer	1
RWM041	Sables et craies de la Méhaigne	2
RWM052	Sables Bruxelliens de Haine et Sambre	1
RWM071	Alluvions et graviers de la Meuse (amont de Namur)	2
RWM072	Alluvions et graviers de la Meuse (Namur-Lanaye)	2
RWM073	Alluvions et graviers de la Meuse (Engis-Herstal)	2
RWM091	Conglomérats du Rhétien (Trias supérieur)	1
RWM092	Lias inférieur (Sinémurien)	2
RWM093	Lias supérieur (Domérien)	2
RWM094	Calcaires du Bajocien-Bathonien (Dogger)	2
RWM100	Grès et schistes du massif ardennais : Lesse, Ourthe, Amblève	1
RWM102	Grès et schistes du massif ardennais : bassin de la Roer	1
RWM103	Grès et schistes du massif ardennais : Semois, Chiers et Viroin	1
RWM141	Calcaires et grès du bassin de la Gueule	2
RWM142	Calcaires et grès du bassin de la Vesdre	2
RWM151	Craies du Pays de Herve	2
RWR092	Grès du Luxembourg (Sinémurien - Lias inférieur)	2
RWR101	Grès et Schistes du massif ardennais : bassin de la Moselle	2

En ce qui concerne les prises d'eau opérées dans les carrières qui ne sont plus en activité, la fréquence des contrôles de surveillance est fixée à 4 quelle que soit la masse d'eau.

c) Contrôles opérationnels.

a. Objectif.

Des contrôles opérationnels sont effectués chaque année en dehors des années de contrôle de surveillance afin :

- d'établir, avec un niveau de fiabilité suffisant, l'état chimique de toutes les masses d'eau souterraine recensées comme courant un risque;
- d'établir la présence de toute tendance à la hausse, significative et durable, de la concentration d'un quelconque polluant suite à l'activité anthropique.

b. Sélection des sites de contrôle.

Les contrôles opérationnels sont effectués pour toutes les masses d'eau souterraine qui, sur la base de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines et d'un contrôle de surveillance, sont identifiées comme risquant de ne pas répondre aux objectifs visés à l'article D.22.

Les contrôles opérationnels ne portent que sur les altérations de la liste SEQ-Eso confirmées par l'administration compétente comme constituant un risque pour la masse d'eau.

Les contrôles opérationnels sont effectués par l'organisme chargé de la surveillance ou le producteur suite à une injonction de l'administration compétente et ce dès l'année suivante, sur les sites du réseau principal où l'altération a été décelée.

S'il est nécessaire d'intensifier la surveillance pour prendre la pleine mesure du risque, l'administration compétente fait réaliser un contrôle d'enquête sur de nouveaux sites. La sélection de nouveaux sites de contrôle doit également refléter une évaluation de la représentativité des données de contrôle provenant de ce site quant à la qualité de la masse ou des masses d'eau souterraine en cause. Si le contrôle d'enquête conclut à la même altération, le ou les nouveaux sites sont incorporés au réseau principal et basculent en contrôle opérationnel.

c. Fréquence des analyses.

Endéans une année, le contrôle opérationnel comporte une ou plusieurs campagnes d'analyses Cette fréquence est spécifiée par l'administration compétente mais est au moins égale à celle indiquée en b) d. ci-dessus.

d) Identification des tendances des polluants

L'autorité de bassin utilise les données de la surveillance et des contrôles opérationnels pour identifier les tendances à la hausse à long terme des concentrations de polluants induites par l'activité anthropique ainsi que les renversements de ces tendances. La période de base à partir de laquelle l'identification des tendances doit être calculée est :

- la période 1992-1995 pour les altérations nitrate et matières azotées;
- la période 1994-2000 pour l'altération pesticides en ce qui concerne le sous-réseau des producteurs;
- la période 2006-2008 pour les autres altérations.

Le calcul des tendances est effectué pour une masse ou, le cas échéant, un groupe de masses d'eau souterraine. Les renversements de tendances doivent être démontrés par des données statistiques et leur niveau de confiance doit être associé à l'identification.

Au terme d'un plan de gestion, lorsque, sur base d'une analyse de tendance des polluants, l'administration compétente estime que le bon état chimique est de nouveau atteint, elle notifie ce constat aux titulaires des prises d'eau concernées qui, dans ce cas, ne sont plus soumises aux contrôles opérationnels, et à l'organisme chargé de la surveillance pour ce qui concerne le réseau patrimonial.

e) Transmission des résultats

Les résultats du réseau patrimonial sont transmis par l'organisme chargé de la surveillance à l'administration compétente dans les trois mois de la date de chaque campagne de prélèvement pour les contrôles de surveillance et dans le mois de la date de chaque campagne de prélèvement pour les contrôles opérationnels.

Les résultats du réseau des producteurs sont transmis par chaque producteur à l'administration compétente, pour chaque année où un contrôle a été effectué, au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2007 portant modification de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement, en ce qui concerne la surveillance de l'état des eaux de surface potabilisables, des eaux souterraines et de certaines zones protégées.

Namur, le 3 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe II

« Annexe XI

**Paramètres à mesurer pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines
et des eaux de surface potabilisables**

LQ est la limite de quantification maximale requise; on entend par "limite de quantification" dix fois l'écart-type à l'intérieur du lot d'un échantillon vierge.

Altération	Code ESO	Description	Symbole	Expression	LQ
Paramètres de terrain					
	2001	Couleur (<i>in-situ</i>)		Appréciation	
	500	Niveau relatif (si piézomètre)	Z	0,00 m	
	2003	Odeur (<i>in-situ</i>)		Appréciation	
	2106	Oxygène dissous (<i>in-situ</i>)	O2d	mg/l O2	
	2005	Température (<i>in-situ</i>)	T	° Celsius	
Micro-organismes					
	1011	Coliformes totaux	ColiT	nb par 100 ml	
	1022	Entérocoques	Enter.	nb par 100 ml	
	1013	<i>Escherichia Coli</i>	E.Coli	nb par 100 ml	
	1001	Germes totaux à 22 °C	GT22	nb par ml	
Minéralisation et salinité					
	2107	Alcalinité totale	TAC	° français	1
	2204	Calcium	Ca++	mg/l	5
	2201	Chlorures	Cl-	mg/l	1
	2102	Conductivité (<i>in-situ</i>)	K20	µs/cm à 20 °C	
	2103	Dureté totale	TH	° français	1
	2205	Magnésium	Mg++	mg/l	1
	2101	.pH (<i>in-situ</i>)	.pH	unités pH	
	2207	Potassium	K+	mg/l	1

Altération	Code ESO	Description	Symbole	Expression	LQ
	2206	Sodium	Na+	mg/l	1
	2202	Sulfates	SO4--	mg/l	5
Particules en suspension, fer et manganèse					
	2210	Aluminium	Al+++	µg/l	20 (10 si pH <= 6,5)
	3501	Fer	Fe	µg/l	20
	3502	Manganèse	Mn	µg/l	5
	2006	Matières en suspension	M.E.S.	mg/l	1
	2203	Silice	SiO2	mg/l SiO2	2
	2002	Turbidité (alternative aux M.E.S.)	NTU	NTU	0,5
Substances eutrophisantes					
	3003	Ammonium	NH4+	mg/l NH4	0,05
	3001	Nitrates	NO3-	mg/l NO3	2
	3002	Nitrites	NO2-	mg/l NO2	0,03
	3204	Ortho-Phosphates	PO4---	mg/l	0,05
	3005	Phosphore total	P	mg/l P2O5	0,05
Métaux (extractibles)					
	3607	Antimoine	Sb	µg/l	1
	3601	Arsenic	As	µg/l	1
	3602	Cadmium	Cd	µg/l	0,5 (0,05 en eau de surface)
	3603	Chrome	Cr	µg/l	2
	3503	Cuivre	Cu	µg/l	2
	3604	Mercuré	Hg	µg/l	0,1
	3605	Nickel	Ni	µg/l	2
	3606	Plomb	Pb	µg/l	1
	3608	Selenium	Se	µg/l	1
	3504	Zinc	Zn	µg/l	20
Micropolluants minéraux (autres)					
	2208	Baryum	Ba++	µg/l	10
	3505	Bore	B	µg/l	25
	3202	Bromures	Br-	mg/l	0,05
	3205	Cyanures (totaux)	CN-	µg/l	3
	3203	Fluorures	F-	mg/l	0,05
	2209	Strontium	Sr++	µg/l	50
Matières organiques et oxydables					
	4002	Carbone organique total	COT	mg/l C	0,3
	4003	Hydrocarbures (si détectés à l'odeur)	Indice C10-C40	µg/l	50
	4001	Oxydabilité (KMnO4)	M.O.	mg/l O2	1
Hydrocarbures aromatiques polycycliques					
	4508	Anthracène		ng/l	5
	4504	Benzo (a) pyrène		ng/l	2,5
	4502	Benzo (b) fluoranthène		ng/l	5
	4505	Benzo (g,h,i) pérylène		ng/l	5
	4503	Benzo (k) fluoranthène		ng/l	5
	4501	Fluoranthène		ng/l	5
	4510	Fluorène		ng/l	5
	4506	Indéno (1,2,3-cd) pyrène		ng/l	5
	4509	Phénanthrène		ng/l	5
	4507	Pyrène		ng/l	5

Altération	Code ESO	Description	Symbole	Expression	LQ
Pesticides					
	4421	<i>2,4-dichlorophénoxyacétate</i>	2,4-D	ng/l	25
	4483	<i>2,6-dichlorobenzamide</i>	BAM	ng/l	25
	4418	<i>2-méthyl,4-chlorophénoxyacétate</i>	MCPA	ng/l	25
	4470	<i>Alachlore *</i>		ng/l	20
	4403	Atrazine		ng/l	25
	4426	Bentazone		ng/l	25
	4416	Bromacile		ng/l	25
	4447	<i>Chlorfenvinphos *</i>		ng/l	15
	4427	<i>Chloridazon</i>		ng/l	25
	4411	Chlortoluron		ng/l	25
	4436	<i>Déiisopropyl Atrazine</i>		ng/l	45
	4404	Déséthyl Atrazine		ng/l	25
	4408	Diuron		ng/l	25
	4442	<i>Endosulfan *</i>		ng/l	2
	4433	<i>Glyphosate *</i>		ng/l	50
	4410	Isoproturon		ng/l	25
	4401	<i>Lindane</i>		ng/l	10
	4428	<i>Métolachlore</i>		ng/l	25
	4407	<i>Métribuzin</i>		ng/l	25
	4458	<i>Pentachlorophénol</i>		ng/l	60
	4405	Simazine		ng/l	25
	4435	<i>Terbutylazine</i>		ng/l	25
	4443	<i>Trifluraline</i>		ng/l	15
Micro-polluants organiques (autres)					
	4304	<i>1,1,1 Trichloréthane</i>	1,1,1-C ₂ H ₃ Cl ₃	µg/l	1
	4305	<i>1,1,2 Trichloréthane</i>	1,1,2-C ₂ H ₃ Cl ₃	µg/l	1
	4303	<i>1,2 Dichloréthane</i>	1,2-C ₂ H ₄ Cl ₂	µg/l	1
	4201	Benzène	C ₆ H ₆	µg/l	0,25
	4302	<i>Chloroforme</i>	CHCl ₃	µg/l	0,5
	4203	<i>Ethylbenzène</i>	C ₈ H ₁₀	µg/l	0,5
	4328	<i>Hexachlorobenzène</i>	C ₆ Cl ₆	µg/l	0,005
	4327	<i>Hexachlorobutadiène *</i>	C ₄ Cl ₆	µg/l	0,05
	4511	<i>Naphtalène</i>	C ₁₀ H ₈	µg/l	0,5
	4307	Tétrachloréthylène	C ₂ Cl ₄	µg/l	0,5
	4301	<i>Tétrachlorure de carbone</i>	CCl ₄	µg/l	0,5
	4202	<i>Toluène</i>	C ₇ H ₈	µg/l	1
	4306	Trichloréthylène	C ₂ HCl ₃	µg/l	0,5
	4324	<i>Trichlorobenzènes</i>	C ₆ H ₃ Cl ₃	µg/l	0,5

* uniquement dans les eaux de surface »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2007 portant modification de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement, en ce qui concerne la surveillance de l'état des eaux de surface potabilisables, des eaux souterraines et de certaines zones protégées.

Namur, le 3 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2171

[2007/201673]

3. MAI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buchs II des Umweltgesetzbuches, was die Überwachung der Lage des zu Trinkwasser aufbereitbaren Oberflächenwassers, des Grundwassers und bestimmter Schutzgebiete angeht

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.17, D.18, Absatz 5, D.19, D.20, D.22, D.24, D.156, D.168, Absatz 3, D.172 und D.175;

Aufgrund des am 22. November 2006 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 7. März 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2000/60/EG vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel R.43 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.43 - Der Inhalt der wirtschaftlichen Analyse des Wassergebrauchs im Sinne von Artikel D.17 wird in der Anlage II festgelegt.

Der Inhalt des Registers der Schutzgebiete im Sinne von Artikel D.18 wird in der Anlage III festgelegt.

Die Überwachung der Lage der Gewässer wird von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser auf der Grundlage eines Überwachungsnetzes organisiert, zu dem die Wassererzeuger insbesondere in Übereinstimmung mit Artikel D.168 Absatz 3 beitragen.

Der Inhalt, die Verfahren und die technischen Bestimmungen, die zur Ausarbeitung der Überwachungsprogramme im Sinne von Artikel D.19 notwendig sind, werden in der Anlage IV festgelegt.

Auf Vorschlag der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser und zwecks der Durchführung des in Artikel D.24 vorgesehenen Verwaltungsplans legt der Minister die Liste der Kontrollstellen des Hauptüberwachungsnetzes, die diesen Programmen zur Überwachung der Wasserkörper entsprechen, sowie den Inhalt dieser Programme fest.»

Art. 3 - In dasselbe Buch werden die Artikel R.43bis bis R.43bis-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. R.43bis - Was die Überwachung des Grundwassers angeht, haben die erforderlichen Daten zwei Herkünfte:

- das Erzeugernetz, das aus den Kontrollstellen zusammengesetzt ist, deren Überwachung bestimmten Inhabern von Entnahmestellen zufällt, und deren Ergebnisse regelmäßig der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser übermittelt werden; diese Überwachung betrifft jede in Betrieb befindliche Entnahmestelle von zu Trinkwasser aufbereitablem Grundwasser, deren jährliches Produktionsvolumen die Schwelle von 36 500 m³ (100 m³ im täglichen Durchschnitt) übertrifft, und jede in Betrieb befindliche Entnahmestelle von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, deren jährliches Produktionsvolumen die Schwelle von 365 000 m³ (1 000 m³ im täglichen Durchschnitt) übertrifft. Die Verpflichtung, Analysen durchzuführen, ist ab dem Jahr nach der Überschreitung der vorherigen oder nachstehend angegebenen Schwelle anwendbar, und die Tatsache, dass die Umweltgenehmigung für die Wasserentnahmestelle nicht erteilt worden ist, hebt diese Verpflichtung nicht auf;
- das "patrimoniale Netz", das aus den Kontrollstellen zusammengesetzt ist, wo sich Piezometer, Quellen oder sonstige Kategorien von Wasserentnahmestellen befinden als diejenigen, die im vorigen Paragraphen erwähnt sind;
in Übereinstimmung mit Artikel D.20 kann die Aufgabe des Betriebs des patrimonalen Netzes auf der Grundlage eines vom Minister auf Vorschlag der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, festgelegten Lastenhefts einer Einrichtung anvertraut werden.

Das Hauptüberwachungsnetz, das die Grundwasserkörper wahrnimmt, wird auf der Grundlage der verfügbaren Stellen und so gesammelten Daten von Fachleuten im Bereich Hydrogeologie entworfen, um:

- eine zuverlässige Beurteilung des mengenmäßigen Zustands sämtlicher Grundwasserkörper oder Gruppen von Grundwasserkörpern einschließlich der Beurteilung der verfügbaren Grundwasserressourcen zu ermöglichen;
- eine kohärente und umfassende Übersicht über den chemischen Zustand des Grundwassers in jedem Einzugsgebiet zu geben und das Vorhandensein langfristiger anthropogener Trends zur Zunahme von Schadstoffen festzustellen.

Dieses Netz und die für dessen Entwurf notwendige Methodologie werden von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser genehmigt.

Die Einzugsgebietsbehörde fügt in den Verwaltungsplan eine oder mehrere Karten ein, die das Grundwasserhauptüberwachungsnetz angeben.

Die für das Hauptnetz nicht berücksichtigten Kontrollstellen werden für zusätzliche Kontrollen oder für Untersuchungen benutzt, u.a. für die Bewertung der Lage der Schutzgebiete, die Beobachtung besonderer örtlicher Zustände und die Überwachung der eingestuftten Betriebe.

Art. R.43bis-1 - In einem Abstand von weniger als 50 Metern von einer Stelle für die Kontrolle des mengenmäßigen Zustands des Grundwassers, die in Anwendung des vorliegenden Titels bestimmt worden ist und dem patrimonialen Netz angehört, ist es untersagt, Bohrungen für die Gewinnung von Grundwasser durchzuführen, die mit einer Pumpe mit einer Leistung von mehr als 4 m³/h ausgerüstet sind.

Art. R.43bis-2 - Jeder Betreiber einer Wasserentnahmestelle, die dem patrimonialen Netz angehört, ist verpflichtet, der Verwaltung oder der mit der Überwachung beauftragten Einrichtung den Zugang dazu zu erlauben, damit sie Pegelmessungen oder Probenahmen durchführen können.

Art. R.43bis-3 - Die Gesellschaften, die Trinkwasser erzeugen, tragen ebenfalls zur Überwachung der Oberflächengewässer bei, in Übereinstimmung mit Artikel R.103.

Art. R.43bis-4 - Die im Rahmen der Programme zur Wasserüberwachung durchgeführten Analysen der physikalisch-chemischen und mikrobiologischen Parameter werden nach der Norm NBN EN ISO/CEI 17025 und in Anwendung der föderalen Gesetzgebung über die Akkreditierung der Prüf- und Kontrollstellen akkreditierten Laboratorien anvertraut.

Die Laboratorien, die diese Analysen durchführen, sind zudem verpflichtet, zu ihren eigenen Kosten an den spezifischen Vergleichstests teilzunehmen, die die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser ihnen meldet; diese Tests werden von einer spezialisierten Einrichtung durchgeführt. Pro Verwaltungsplan wird es nicht mehr als 3 spezifische Tests geben.

Die betroffenen Laboratorien erlauben es den Vertretern der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, den "BELAC"-Audits beizuwohnen, wenn diese in diesen Labors organisiert werden.

Soweit möglich erfolgt die Analyse der Proben nach den CEN/ISO-Verfahren.

Die Probeentnahmen werden im Rahmen von speziell dafür akkreditierten Stellen durchgeführt.

Soweit möglich erfolgt die Probeentnahme in Übereinstimmung mit der Norm ISO 5667.

Art. R.43bis-5 - Die Überwachung des chemischen Zustands erfolgt unbeschadet des Nitrate-Surveys im Sinne von Artikel R.226. Wenn die Ergebnisse der Analysen, die an einer Stelle durchgeführt wurden, die sich außerhalb der festgelegten gefährdeten Gebiete befindet, die Gefahr erscheinen lassen, dass das Ziel des Nitratgehalts im Wasser nicht erreicht wird, muss an dieser Stelle eine Überwachung organisiert werden, die mindestens mit derjenigen des Nitrate-Surveys gleichwertig ist.»

Art. 4 - Artikel R.103 des Wassergesetzbuchs wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.103 - § 1 - Der vorliegende Unterabschnitt ist nur auf die Oberflächengewässer anwendbar, die zur Gewinnung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtes Wasser dienen.

§ 2 - Alle in der Anlage XI stehenden Parameter müssen an den in der Anlage XVII bestimmten Kontrollstellen gemessen werden. Diese Liste von Parametern wird alle 6 Jahre aufgrund des Vorkommens von neuen Schadstoffen auf Vorschlag des Ministers neu überprüft.

§ 3 - Wenn auf der Grundlage der von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser in einem oder mehreren Wasserkörpern, die sich stromaufwärts zur Kontrollstelle befinden, durchgeführten Kontrolle zum Vorschein kommt, dass ein relevanter Schadstoff, der nicht in der Anlage XI erwähnt wird, in einer solche Menge festgestellt wird, dass eine Gefahr besteht, dass das Ziel des guten Zustands nicht erreicht wird, ist der betroffene Erzeuger verpflichtet, diesen Schadstoff am Wasserschöpfwerk zu kontrollieren.

§ 4 - Die jährliche Mindesthäufigkeit der Probeentnahme und der Analyse jedes Parameters darf nicht weniger als diejenige sein, die in Abschnitt 5) des Teils I der Anlage IV vorgesehen ist.

§ 5 - Die Ergebnisse der Analysen werden in Übereinstimmung mit den vom Minister vorgeschriebenen Formen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser übermittelt.»

Art. 5 - Die Artikel R.96, R.104 und R.130 des Wassergesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

Art. 6 - Der Punkt 1.a) der Anlage III des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuchs wird durch folgenden Punkt ersetzt:

«a) die in Anwendung von Artikel D.156 bestimmten Zonen für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser und die in Anwendung von Artikel D.172 und D.175 für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem Grundwasser oder Oberflächenwasser bestimmten Präventiv- und Überwachungszonen.»

Art. 7 - Die Anlage IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuchs wird durch die Anlage I zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 8 - Die Anlage XI des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuchs wird durch die Anlage II zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 9 - Die Anlage XVII des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuchs wird wie folgt abgeändert:

— im Abschnitt b) Wassergebiete, in dem das Wasser zu Trinkwasser aufbereitem ist, wird der 8. Punkt wie folgt abgeändert:

«Der Bach Laid Trou und seine Zuflüsse, von ihren Quellen bis zur Wasserentnahmestelle, die sich am weitesten stromabwärts vom Ort Lodomé befindet, und der Bach Noir Ruy und seine Zuflüsse, von ihren Quellen bis zur Wasserentnahmestelle von Houvegné in Stavelot (Becken der Amel).»;

— im Abschnitt b) Wassergebiete, in dem das Wasser zu Trinkwasser aufbereitem ist, wird ein 9. Punkt mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Lhomme und ihre Zuflüsse, von ihren Quellen bis zur Wasserentnahmestelle von Bras in Libramont.»;

— im Abschnitt c) Kontrollstellen, wird der Punkt h. wie folgt abgeändert:

«h. Die Wasserentnahmestelle stromabwärts des Staudamms von Lodomé und die Wasserentnahmestelle des Noir Ruy in Stavelot (Becken der Amel).»;

— im Abschnitt c) Kontrollstellen, wird ein Punkt i. mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«i. Die Wasserentnahmestelle von Bras in Libramont (Becken der Lesse).».

Art. 10 - Die Anlage XIV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuchs wird außer Kraft gesetzt

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 1

«Anlage IV — Überwachungsprogramme

I. ÜBERWACHUNG DES ÖKOLOGISCHEN UND DES CHEMISCHEN ZUSTANDS DER OBERFLÄCHENGEWÄSSER.

Das Netz zur Überwachung der Oberflächengewässer wird im Einklang mit den Anforderungen des Artikels D.19 errichtet. Das Überwachungsnetz muss so ausgelegt sein, dass sich daraus ein kohärenter und umfassender Überblick über den ökologischen und chemischen Zustand in jedem Einzugsgebiet gewinnen lässt und sich die Wasserkörper in fünf Klassen einteilen lassen. Die Einzugsgebietsbehörde erstellt eine oder mehrere Karten, die das Überwachungsnetz im Rahmen des Verwaltungsplans darstellen.

Auf der Grundlage der Analyse der Eigenschaften und der Beschreibung der Auswirkungen, die gemäß Artikel D.17 durchgeführt werden, erstellt die Einzugsgebietsbehörde für jeden Zeitraum, für den ein Verwaltungsplan gilt, ein Programm für die überblicksweise Überwachung und ein operatives Überwachungsprogramm. In einigen Fällen muss die Einzugsgebietsbehörde möglicherweise Überwachungsprogramme zu Ermittlungszwecken erstellen.

Die Einzugsgebietsbehörde überwacht die Parameter, die für den Zustand jeder relevanten Qualitätskomponente kennzeichnend sind. Bei der Auswahl der Parameter für die biologischen Qualitätskomponenten ermittelt die Einzugsgebietsbehörde das geeignete Klassifizierungsniveau, das für das Erreichen einer angemessenen Zuverlässigkeit und Genauigkeit bei der Klassifizierung der Qualitätskomponenten erforderlich ist. Im Verwaltungsplan werden die Schätzungen hinsichtlich des in den Überwachungsprogrammen vorgesehenen Zuverlässigkeits- und Genauigkeitsniveaus der Ergebnisse gegeben.

1) Gestaltung der überblickswisen Überwachung.

a) Ziel.

Die Einzugsgebietsbehörde stellt Programme zur überblickswisen Überwachung auf, um für Folgendes Informationen bereitzustellen:

- Ergänzung und Validierung des Verfahrens zur Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Aktivitäten auf den Zustand der Oberflächen- und Grundgewässer;
- wirksame und effiziente Gestaltung künftiger Überwachungsprogramme;
- Bewertung der langfristigen Veränderungen der natürlichen Gegebenheiten;
- Bewertung der langfristigen Veränderungen aufgrund ausgedehnter menschlicher Tätigkeiten.

Die Ergebnisse einer derartigen Überwachung werden in Verbindung mit dem Verfahren zur Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Aktivitäten auf den Zustand der Oberflächen- und Grundgewässer überprüft und verwendet, um die Programme im laufenden Verwaltungsplan und in dessen Nachfolgeplänen zu überwachen.

b) Auswahl der Überwachungsstellen.

Die überblicksweise Überwachung wird an einer ausreichenden Zahl von Oberflächenwasserkörpern durchgeführt, um eine Bewertung des Gesamtzustands der Oberflächengewässer in jedem Einzugsgebiet oder Teileinzugsgebiet zu gewährleisten. Bei der Auswahl der betreffenden Wasserkörper sorgt die Einzugsgebietsbehörde dafür, dass die Überwachung gegebenenfalls an Stellen durchgeführt wird, an denen:

- der Abfluss bezogen auf das gesamte Einzugsgebiet bedeutend ist; dies schließt Stellen an großen Flüssen ein, an denen das Wassergewinnungsgebiet größer als 2 500 km² ist;
- das Volumen des vorhandenen Wassers für das Einzugsgebiet, einschließlich größerer Seen und Sammelbecken, kennzeichnend ist;
- bedeutende Wasserkörper sich über die Grenzen der Wallonischen Region hinaus erstrecken;
- Stellen entsprechend der Entscheidung 77/795/EWG über den Informationsaustausch ausgewiesen werden und
- an anderen Stellen, die zur Schätzung der die Grenzen der Wallonischen Region überschreitenden und in die Meeresumwelt gelangenden Schadstoffbelastung benötigt werden.

c) Auswahl der Qualitätskomponenten.

Während der Geltungsdauer des Verwaltungsplans werden an jeder Überwachungsstelle für einen Zeitraum von einem Jahr folgende Parameter überblicksweise überwacht:

- Parameter, die für alle biologischen Qualitätskomponenten kennzeichnend sind;
- Parameter, die für alle hydromorphologischen Qualitätskomponenten kennzeichnend sind;
- Parameter, die für alle physikalisch-chemischen Qualitätskomponenten kennzeichnend sind;
- Schadstoffe der Liste prioritärer Stoffe, die in das Einzugsgebiet oder in das Teileinzugsgebiet eingeleitet werden;
- andere Schadstoffe, die in signifikanten Mengen in das Einzugsgebiet oder in das Teileinzugsgebiet eingeleitet werden,

dies gilt nicht, wenn die vorangegangene überblicksweise Überwachung ergeben hat, dass der betreffende Wasserkörper einen guten Zustand erreicht hat, und bei der Beschreibung der Auswirkungen menschlicher Tätigkeiten keine Änderungen der Auswirkungen auf den Wasserkörper nachgewiesen worden sind. In diesen Fällen wird im Rahmen jedes dritten Verwaltungsplans eine überblicksweise Überwachung durchgeführt.

2) Gestaltung der operativen Überwachung.

Die operative Überwachung wird mit dem Ziel durchgeführt:

- den Zustand der Wasserkörper zu bestimmen, bei denen festgestellt wird, dass sie die für sie geltenden Umweltziele möglicherweise nicht erreichen und;
- alle auf die Maßnahmenprogramme zurückgehenden Veränderungen am Zustand derartiger Wasserkörper zu bewerten.

Das Programm kann während der Geltungsdauer des Verwaltungsplans unter Berücksichtigung der im Rahmen der Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Aktivitäten auf den Zustand der Oberflächen- und Grundgewässer oder im Rahmen der vorliegenden Anlage erhaltenen Informationen geändert werden, um insbesondere eine geringere Überwachungshäufigkeit festzulegen, falls festgestellt wird, dass es sich um eine nicht signifikante Auswirkung handelt oder die relevante Belastung aufgehört hat.

a) Auswahl der Überwachungsstellen.

Die operative Überwachung wird an allen Wasserkörpern durchgeführt, bei denen entweder auf der Grundlage der Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Tätigkeit auf den Zustand der Oberflächen- und Grundgewässer oder auf der Grundlage einer überblicksweisen Überwachung festgestellt wird, dass sie möglicherweise die für sie gemäß Artikel D.22 geltenden Umweltziele nicht erfüllen, sowie an allen Wasserkörpern, in die Stoffe der Liste prioritärer Stoffe eingeleitet werden. Die Überwachungsstellen für Stoffe der Liste prioritärer Stoffe werden entsprechend den Rechtsvorschriften ausgewählt, in denen die einschlägige Umweltqualitätsnorm festgelegt ist. In allen anderen Fällen, in denen in den betreffenden Rechtsvorschriften keine spezifischen Vorgaben gemacht werden - dies gilt auch für die Stoffe der Liste prioritärer Stoffe -, werden die Überwachungsstellen folgendermaßen ausgewählt:

- bei Wasserkörpern, die durch eine signifikante Belastung aus Punktquellen gefährdet sind, wird für jeden Wasserkörper eine ausreichende Zahl von Überwachungsstellen gewählt, um das Ausmaß und die Auswirkungen der Belastung aus Punktquellen bewerten zu können. Unterliegt ein Wasserkörper einer Reihe von Belastungen aus Punktquellen, so können die Überwachungsstellen so gewählt werden, dass das Ausmaß und die Auswirkungen der Belastungen aus Punktquellen insgesamt bewertet werden können,
- bei Wasserkörpern, die durch eine signifikante Belastung aus diffusen Quellen gefährdet sind, wird für eine Auswahl aus den betreffenden Wasserkörpern eine ausreichende Zahl von Überwachungsstellen gewählt, um das Ausmaß und die Auswirkungen der Belastung aus diffusen Quellen beurteilen zu können. Diese Wasserkörper sind so auszuwählen, dass sie für die relative Gefahr von Belastungen aus diffusen Quellen und für die relative Gefahr des Nichterreichens eines guten Zustands des Oberflächengewässers repräsentativ sind,
- bei Wasserkörpern, die durch eine signifikante hydromorphologische Belastung gefährdet sind, wird für eine Auswahl aus den betreffenden Wasserkörpern eine ausreichende Zahl von Überwachungsstellen gewählt, um das Ausmaß und die Auswirkungen der hydromorphologischen Belastung bewerten zu können. Die Auswahl dieser Wasserkörper muss für die Gesamtauswirkungen der hydromorphologischen Belastung auf alle betreffenden Wasserkörper kennzeichnend sein.

b) Auswahl der Qualitätskomponenten.

Um das Ausmaß der Belastungen der Oberflächenwasserkörper zu beurteilen, führt die Einzugsgebietsbehörde die Überwachung der Qualitätskomponenten durch, die für die Belastungen des Wasserkörpers bzw. der Wasserkörper kennzeichnend sind. Zwecks Beurteilung der Auswirkungen dieser Belastungen überwacht die Einzugsgebietsbehörde als relevant:

- die Parameter, die Indikatoren für die biologischen Qualitätskomponenten sind, die auf die Belastungen der Wasserkörper am empfindlichsten reagieren;
- alle eingeleiteten prioritären Stoffe und alle anderen Schadstoffe, die in signifikanten Mengen eingeleitet werden;
- die Parameter, die Indikatoren für die hydromorphologische Qualitätskomponente sind, die auf die ermittelten Belastungen am empfindlichsten reagiert.

3) Überwachung zu Ermittlungszwecken.

Die Überwachung zu Ermittlungszwecken wird durchgeführt:

- falls die Gründe für Überschreitungen unbekannt sind;
- falls aus der überblicksweisen Überwachung hervorgeht, dass die für einen Wasserkörper festgesetzten Ziele voraussichtlich nicht erfüllt werden und noch keine operative Überwachung festgelegt worden ist, wobei das Ziel verfolgt wird, die Gründe für das Nichterreichen der Umweltziele durch einen oder mehrere Wasserkörper festzustellen, oder
- um das Ausmaß und die Auswirkungen unbeabsichtigter Verschmutzungen festzustellen.

Ferner sollen für die Erstellung eines Maßnahmenprogramms im Hinblick auf das Erreichen der Umweltziele und für spezifische Maßnahmen, die zur Beseitigung der Auswirkungen unbeabsichtigter Verschmutzungen erforderlich sind, Informationen beschafft werden.

4) Überwachungshäufigkeit.

Für den Zeitraum der überblicksweisen Überwachung sollten die unten aufgeführten Häufigkeiten zur Überwachung der Parameter, die Indikatoren für die physikalisch-chemischen Qualitätskomponenten sind, eingehalten werden, es sei denn, dass nach dem aktuellen Wissensstand und dem Urteil von Sachverständigen größere Überwachungsintervalle gerechtfertigt sind. Die Überwachung in Bezug auf biologische oder hydromorphologische Qualitätskomponenten sollte während des Zeitraums der überblicksweisen Überwachung mindestens einmal durchgeführt werden.

Für die operative Überwachung gilt Folgendes: Die für jeden Parameter erforderliche Überwachungshäufigkeit wird von der Einzugsgebietsbehörde so festgelegt, dass für eine zuverlässige Bewertung des Zustands der relevanten Qualitätskomponente ausreichende Daten beschafft werden. In der Regel sollten bei der Überwachung die in der nachstehenden Tabelle enthaltenen Intervalle nicht überschritten werden, es sei denn, dass nach dem aktuellen Wissensstand und dem Urteil von Sachverständigen größere Überwachungsintervalle gerechtfertigt sind.

Die Häufigkeiten sollten so gewählt werden, dass ein annehmbares Zuverlässigkeits- und Genauigkeitsniveau erreicht wird. Im Verwaltungsplan werden Schätzungen in Bezug auf das von dem Überwachungssystem erreichten Zuverlässigkeits- und Genauigkeitsniveau gegeben.

Mit den gewählten Überwachungshäufigkeiten muss der Schwankungsbreite bei den Parametern, die sowohl auf natürliche als auch auf anthropogene Ursachen zurückgehen, Rechnung getragen werden. Die Zeitpunkte, zu denen die Überwachung durchgeführt wird, sind so zu wählen, dass die Auswirkungen jahreszeitlich bedingter Schwankungen auf die Ergebnisse so gering wie möglich sind und somit gesichert wird, dass Veränderungen des Wasserkörpers als Veränderungen infolge anthropogener Belastungen in den Ergebnissen ausgewiesen werden. Erforderlichenfalls sind in verschiedenen Jahreszeiten des gleichen Jahres zusätzliche Überwachungen durchzuführen, um dieses Ziel zu erreichen.

Qualitätskomponente	Flüsse	Seen
Biologisch		
Phytoplankton	6 Monate	6 Monate
Sonstige aquatische Flora	3 Jahre	3 Jahre
Makroinvertebraten	3 Jahre	3 Jahre
Fische	3 Jahre	3 Jahre
Hydromorphologisch		
Kontinuität	6 Jahre	
Hydrologie	ununterbrochen	1 Monat
Morphologie	6 Jahre	6 Jahre
Physikalisch-chemisch		
Temperatur	3 Monate	3 Monate
Sauerstoffbilanz	3 Monate	3 Monate
Salzgehalt	3 Monate	3 Monate
Nährstoffe	3 Monate	3 Monate
Säuerungszustand	3 Monate	3 Monate
Sonstige Schadstoffe	3 Monate	3 Monate
Prioritäre Stoffe	1 Monat	1 Monat

5) Zusätzliche Überwachungsanforderungen für Schutzgebiete.

Die nach dem Vortext erforderlichen Überwachungsprogramme werden im Hinblick auf die nachstehenden Anforderungen ergänzt.

a) Trinkwasserentnahmestellen.

Oberflächenwasserkörper nach Artikel D.168 (Trinkwasserentnahme) mit einer durchschnittlichen täglichen Entnahme von mehr als 100 Kubikmetern werden als Überwachungsstellen ausgewiesen und insoweit zusätzlich überwacht, als dies für die Erfüllung der Anforderungen dieses Artikels möglicherweise erforderlich ist. Diese Wasserkörper werden in Bezug auf alle eingeleiteten prioritären Stoffe sowie auf alle anderen in signifikanten Mengen eingeleiteten Stoffe, die sich auf den Zustand des Wasserkörpers auswirken könnten und gemäß den Artikeln D.180 bis D.193 überwacht werden, überwacht.

Versorgte Bevölkerung	Häufigkeit
< 10 000	4 Mal pro Jahr
zwischen 10 000 und 30 000	8 Mal pro Jahr
> 30 000	13 Mal pro Jahr

b) Habitat- und Artenschutzgebiete.

Wasserkörper, die diese Gebiete bilden, sind in das oben genannte operative Überwachungsprogramm einzubeziehen, sofern aufgrund der Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Aktivitäten auf den Zustand der Oberflächen- und Grundgewässer und aufgrund der überblicksweisen Überwachung festgestellt wird, dass sie möglicherweise die nach Artikel D.22 festgelegten Umweltziele nicht erreichen. Die Überwachung wird durchgeführt, um das Ausmaß und die Auswirkungen aller relevanten signifikanten Belastungen dieser Wasserkörper und erforderlichenfalls die Veränderungen des Zustands infolge der Maßnahmenprogramme zu beurteilen. Die Überwachung wird so lange fortgeführt, bis die Gebiete die wasserbezogenen Anforderungen der Rechtsvorschriften erfüllen, nach denen sie ausgewiesen worden sind, und die für sie nach Artikel D.22 geltenden Ziele erreichen.

6) Normen für die Überwachung der Qualitätskomponenten.

Die zur Überwachung der Typparameter verwendeten Methoden müssen den nachstehenden internationalen Normen oder anderen nationalen oder internationalen Normen entsprechen, die gewährleisten, dass Daten von gleichwertiger wissenschaftlicher Qualität und Vergleichbarkeit ermittelt werden.

a) Makroinvertebraten-Probenahme:

ISO 5667-3	Wasserbeschaffenheit - Probenahme - Teil 3: Anleitung zur Konservierung und Handhabung von Proben
EN 27828	Wasserbeschaffenheit - Probenahmen für biologische Untersuchungen - Anleitung zur Probenahme benthischer Makroinvertebraten mit dem Handnetz
EN 28265	Wasserbeschaffenheit - Probenahme für biologische Untersuchungen - Anleitung zum Entwurf und Einsatz von Probenahmegeräten für die quantitative Erfassung benthischer Makroinvertebraten auf steinigem Substraten in flachem Süßwasser
EN ISO 9391	Wasserbeschaffenheit - Probenahme von Makroinvertebraten aus tiefen Gewässern - Anleitung zum Einsatz von qualitativen und quantitativen Sammlern und Besiedlungskörpern
EN ISO 8689	Biologische Klassifizierung von Flüssen - Teil 1: Richtlinien zur Interpretation von biologischen Beschaffenheitsdaten aus Untersuchungen von benthischen Makroinvertebraten in Fließgewässern
EN ISO 8689-2	Biologische Klassifizierung von Flüssen - Teil 2: Richtlinien zur Darstellung von biologischen Beschaffenheitsdaten aus Untersuchungen von benthischen Makroinvertebraten in Fließgewässern

b) Makrophyten-Probenahme:

CEN/ISO-Normen, sobald sie entwickelt worden sind.

c) Fisch-Probenahme:

CEN/ISO-Normen, sobald sie entwickelt worden sind.

d) Diatomeen-Probenahme:

CEN/ISO-Normen, sobald sie entwickelt worden sind.

e) Normen für physikalisch-chemische Parameter:

Alle einschlägigen CEN/ISO-Normen.

f) Normen für hydromorphologische Parameter:

Alle einschlägigen CEN/ISO-Normen.

II. ÜBERWACHUNG DES MENGENMÄSSIGEN UND DES CHEMISCHEN ZUSTANDS DES GRUNDWASSERS.

1) Überwachung des mengenmäßigen Zustands des Grundwassers.

a) Auf das Grundwasserspiegel-Überwachungsnetz anwendbare allgemeine Prinzipien.

An den Überwachungsstellen muss der Grundwasserspiegel gemessen und verbunden mit den entnommenen Volumen das Veränderungsregime festgestellt werden können.

Die Sammlung, Verarbeitung und Übertragung der hydrologischen Daten stimmen mit dem Handbuch der hydrologischen Praktiken der Weltwetterorganisation überein.

Das Netz umfasst ausreichend repräsentative Überwachungsstellen und genügend Beobachtungen für die Abschätzung des Grundwasserspiegels in jedem Grundwasserkörper oder in jeder Gruppe von Grundwasserkörpern unter Berücksichtigung kurz- und langfristiger Schwankungen der Anreicherung; insbesondere ist:

- bei Grundwasserkörpern, bei denen den Untersuchungen zufolge die Gefahr besteht, dass sie die in Artikel D.22 genannten Umweltziele nicht erreichen, eine ausreichende Dichte der Überwachungsstellen zu gewährleisten, um die Auswirkung von Entnahmen und Einleitungen auf den Grundwasserspiegel beurteilen zu können,
- bei Grundwasserkörpern, bei denen das Grundwasser über die Grenze der Wallonischen Region hinausreicht, eine ausreichende Zahl von Überwachungsstellen zur Verfügung zu stellen, um Fließrichtung und -rate des über die Grenze der Wallonischen Region hinausreichenden Grundwassers beurteilen zu können.

Die Wasserspiegelmessungen müssen soweit irgend möglich nach der Standardmethode ISO 21413 erfolgen. Um den Vergleich der durchgeführten Messungen an verschiedenen Überwachungsstellen zu ermöglichen, kann die zuständige Behörde für die durchzuführenden Messungen die Einhaltung von Genauigkeitsgraden auferlegen.

Die Beobachtungsstellen der Grundwasserspiegel müssen folgenden minimalen Eigenschaften gerecht werden:

- Bohrbrunnen außer Betrieb oder ehemalige Hausbrunnen;
- Bauwerke in ausgezeichnetem Zustand, unverstopft oder ohne Risse, die mit dem einzigen Grundwasserspeicher verbunden sind, dessen Überwachung beabsichtigt ist. Die Bauwerke, deren Wasser in gespanntem Zustand eigenständig oberflächennah ausfließen könnte, werden entweder mittels eines mit einem Manometer versehenen Ventils verschlossen oder an ein Rohr angeschlossen, das auf eine ausreichende Höhe über die Erdoberfläche hinausragt;
- Bauwerk mit einer permanenten, sicheren und beständigen Markierung zur piezometrischen Messung, die zu keinen Verwechslungen Anlass gibt, leicht auffindbar und deutlich angezeigt ist und höhenmäßig geo-referenziert ist mit einer Genauigkeit, die mindestens der für die Wasserspiegelmessungen erforderlichen Genauigkeit entspricht;
- gesicherter Zugang während der vollständigen Dauer eines Überwachungsprogramms;
- Daten bezüglich des Bauwerks (Standort, Eigentümer, geologische Beschaffenheit der durchquerten Grundstücke, minimaler Innendurchmesser, Ausstattung und Standort der Brunnenfilter, Schema der Messmarkierung und Photographie) werden in einer Akte eingetragen, deren Abschrift bei der zuständigen Behörde zur Verfügung steht.

b) Überwachungsichte des Hauptnetzes.

Gemäß den in *a)* erläuterten allgemeinen Prinzipien und unter Berücksichtigung der hydrodynamischen Eigenschaften der Grundwasserspeicher einerseits und der am 22. März 2005 der Europäischen Gemeinschaft übermittelten Beschaffenheiten der Oberflächen- und Grundgewässer andererseits entspricht die Dichte der für die Messungen der Grundwasserspiegel bestimmten Stellen des patrimoniales Netzes folgenden Mindestbedingungen:

Code	Grundwasserkörper	Dichte
RWE060	Kalkgebiet des Tournaisis	1 Stelle pro 25 km ²
RWE013	Kalkgebiet von Peruwelz-Ath-Soignies	1 Stelle pro 50 km ²
RWE030	Kreidegebiet des Beckens der Haine	1 Stelle pro 50 km ²
RWE031	Sandgebiet des Haine-Tals	1 Stelle pro 50 km ²
RWE051	Brüsseler Sandgebiet	1 Stelle pro 50 km ²
RWM011	Kalkgebiet des Beckens der Maas-Nordufer	1 Stelle pro 50 km ²
RWM012	Kalkgebiet des Beckens der Maas-Südufer	1 Stelle pro 50 km ²
RWM021	Kalk- und Sandsteingebiet des Condroz	1 Stelle pro 50 km ²
RWM022	Kalk- und Sandsteingebiet des Beckens der Sambre	1 Stelle pro 50 km ²
RWM040	Kreidegebiet des Beckens des Geers	1 Stelle pro 50 km ²
RWM151	Kreidegebiet des Herver Lands	1 Stelle pro 50 km ²
	Sonstige Grundwasserkörper	1 Stelle pro 500 km ² oder 1 Stelle pro Teil-einzugsgebiet

Die Anzahl der Beobachtungsstellen wird vom Minister unter Berücksichtigung der von der zuständigen Behörde erstellten Methodologie zur Gestaltung des quantitativen Netzes bestimmt.

c) Sammlung der Daten zu Lasten der Wassererzeuger.

Für das Erzeugernetz gelten folgende Anwendungsprinzipien:

- für jede Wasserentnahmestelle von gespanntem Grundwasser, durch die die obere Schicht des Grundwasserspeichers nicht trocken gelegt wird, erfolgen die Wasserstandsmessungen in dem sich in Betrieb befindenden Bauwerk (dynamische Messung);
- für jede Wasserentnahmestelle von gespanntem Grundwasser, durch die die obere Schicht des Grundwasserspeichers trocken gelegt wird, erfolgen die Wasserstandsmessungen in dem sich im Stillstand befindenden Wasserentnahmebauwerk (statische Messung), insofern die obere Schicht des Grundwasserspeichers während dieser statischen Messung nicht mehr trocken liegt. Wenn die obere Schicht des Grundwasserspeichers trotz der Außerbetriebsetzung der Pumpvorgänge trocken bleibt, muss die Wasserentnahmestelle als ungespanntes Grundwasser angesehen werden;
- für die nicht mobilen Wasserentnahmestellen von ungespanntem Grundwasser werden die Wasserstandsmessungen pro Wasserentnahmesatz an Piezometern abgelesen, die im sich in Betrieb befindenden Wasserkörper eingerichtet sind. Unter Wasserentnahmesatz sind die gesamten Wasserentnahmestellen zu verstehen, die eine technische Erzeugungseinheit bilden und sich in ein und derselben genehmigten oder geplanten entfernten Präventivzone befinden. Die Anzahl der abzulesenden Piezometer wird wie folgt je nach den pro Satz entnommenen Volumen festgelegt:
 - von 0 bis weniger als 365 000 m³/Jahr: 0 Piezometer;
 - von 365 000 m³/Jahr bis weniger als 1 460 000 m³/Jahr: 1 Piezometer;
 - 1 460 000 m³/Jahr und mehr: 2 Piezometer;
- für die mobilen Wasserentnahmestellen von mehr als 2 920 000 m³/Jahr werden die Wasserstandsmessungen durch Messungen der gelagerten Abflussmenge (Überlauf) oder der Abflussmenge des Empfangsflusses ersetzt, es sei denn, die Stelle gehört zu dem regionalen Wasserstandsmessungsnetz.

Die Überwachungspiezometer werden vorzugsweise unter den vorhandenen Piezometern ausgewählt oder müssen im Rahmen der Studien zur Abgrenzung der Präventivzonen eingerichtet werden. Falls mehr als ein Piezometer vorhanden ist, werden diese unter Berücksichtigung der Abflussrichtung ordentlich verteilt. Falls die Anzahl der vorhandenen Piezometer nicht ausreicht oder falls die Eigenschaften der Piezometer nicht mit den Kriterien der Zugehörigkeit zum Überwachungsnetz übereinstimmt, geht die Einrichtung zusätzlicher Piezometer zu Lasten des Überwachungsprogramms.

d) Überwachungshäufigkeit.

Gemäß den in *a)* erläuterten allgemeinen Prinzipien ist folgende Tabelle anwendbar:

		Zu erreichende Ziele	Minimales Ziel (Mindesthäufigkeit)
Wasserstandsmessung in den Brunnen und Piezometern	ungespannt oder trocken gelegt	wöchentlich	monatlich
	gespannt	monatlich	halbjährlich
Messung des entnommenen Volumens		monatlich	jährlich
Abflussmengen der Auslässe		wöchentlich	monatlich

Die Mindesthäufigkeiten werden gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Beschaffenheit der Grundwasserspeicher derart erhöht, dass eine ausreichende Anzahl auswertbarer Beobachtungen erzielt wird, damit diese statistisch genutzt werden können.

Die Messungen müssen soweit irgend möglich an einem bestimmten Tag in der Woche oder des Monats durchgeführt werden, damit eine gleiche Zeitspanne zwischen zwei aufeinanderfolgenden Messungen beibehalten wird.

e) Übermittlung der Ergebnisse.

Für jedes Jahr, während dem Messungen durchgeführt wurden, werden die Ergebnisse des Erzeugernetzes von jedem Erzeuger spätestens bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres und in den vom Minister vorgeschriebenen Formen an die zuständige Verwaltung gerichtet.

Die Ergebnisse von manchen, im Überwachungsnetz ausgewählten zusätzlichen Überwachungsstellen werden auf Antrag der zuständigen Verwaltung von dem Erzeuger oder von der mit der Überwachung beauftragten Einrichtung innerhalb von einem Monat, der auf den Antrag folgt, übermittelt.

2) Überwachung des chemischen Zustands des Grundwassers.

a) Allgemeine Prinzipien.

An den Überwachungsstellen müssen repräsentative Proben des Rohgrundwassers entnommen werden können, um physikalische, chemische und mikrobiologische Analysen durchzuführen.

Was das Erzeugernetz betrifft, ist eine Probenahme pro Wasserentnahmestelle (und nicht pro Auslass) ausreichend und zulässig, und zwar unter bestimmten, von der Verwaltung festgelegten Bedingungen.

Auf der Grundlage der gemäß Artikel D.17 durchgeführten und am 22. März 2005 der Europäischen Gemeinschaft übermittelten Kennzeichnung und Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Aktivitäten auf die Oberflächen- und Grundgewässer wird für jeden Zeitraum, für den ein Verwaltungsplan gilt, ein Überwachungsprogramm gemäß den nachstehenden Paragraphen b) und c) erstellt:

- alle drei Jahre wird ab dem 1. Januar 2006 eine überblicksweise Überwachung an jeder Stelle des Erzeugernetzes durchgeführt. Für die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, deren erzeugtes Jahresvolumen die Schwelle von 100 000 m³ (275 m³/Tag im Durchschnitt) nicht überschreitet, erfolgt die überblicksweise Überwachung jedoch alle 6 Jahre und beginnt am 1. Januar 2009;
- alle drei Jahre wird ab dem 1. Januar 2006 eine überblicksweise Überwachung an jeder Stelle des patrimonialen Netzes durchgeführt. Wenn seit dem 1. Januar 2005 von der mit der Überwachung beauftragten Einrichtung vollständige Analysen durchgeführt wurden, sind für den ersten Zeitraum von drei Jahren keine weiteren Analysen mehr nötig;
- die Ergebnisse dieser Überwachungen werden sobald wie möglich verwendet, um pro Grundwasserkörper zu bestimmen, ob es angebracht ist, für die restliche Periode des Verwaltungsplans auf das Hauptnetz anwendbare operative Überwachungen festzulegen.

Die überblicksweisen und operativen Überwachungen beruhen auf dem am 22. Mai 2003 genehmigten System zur Bewertung der Qualität des Grundwassers (SEQ-Eso), das alle möglichen Auswirkungen der menschlichen Aktivitäten und alle Verwendungsmöglichkeiten des Wassers berücksichtigt.

Im Verwaltungsplan wird die Bewertung des in dem Überwachungsprogramm vorgesehenen Zuverlässigkeits- und Genauigkeitsniveaus der Ergebnisse angegeben.

b) Überblicksweise Überwachung.

a. Ziel.

Die überblicksweise Überwachung wird zu folgenden Zwecken durchgeführt:

- Ergänzung und Validierung des Verfahrens der Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Aktivitäten auf den Zustand des Grundwassers;
- Bereitstellung von Informationen zur Verwendung für die Beurteilung langfristiger Tendenzen als Ergebnis, sowohl der Veränderungen der natürlichen Bedingungen, als auch anthropogener Einwirkungen.

b. Dichte der Überwachungsstellen.

Für jede der nachstehenden Kategorien von Grundwasserkörpern müssen mindestens 3 Überwachungsstellen oder 1 Stelle pro 100 km² ausgewählt werden:

- Wasserkörper, bei denen nach der Beschreibung gemäß Artikel D.17 ein Risiko besteht;
- Wasserkörper, bei denen Grundwasser über die Grenze der Wallonischen Region hinausreicht.

c. Auswahl der Parameter.

Die überblicksweise Überwachung besteht darin, jeden Parameter der in der Anlage XI angeführten und auf dem SEQ-Eso-System beruhenden Liste zu messen. Diese Parameter werden nach Gruppen, genannt Veränderungen, eingestuft.

Die in dieser Liste in Schrägschrift angeführten Parameter sind Indikatoren und erfordern keine akkreditierten Messmethoden.

Um den guten oder sehr guten Zustand mit Zuverlässigkeit beurteilen zu können, ist in dieser Liste für jeden Parameter eine maximale Quantifizierungsgrenze erforderlich. Zudem muss hinsichtlich dieses Höchstwerts jeder Parameter mit einer relativen Genauigkeit (Richtigkeit und Präzision; siehe ISO 5725/1) von 25% beurteilt werden können, die an den repräsentativsten Probenahmen der Grundgewässer unter Miteinschließung des gesamten Analyseprozesses festgestellt wird.

d. Häufigkeit der Analysen.

Die überblicksweise Überwachung kann in dem Jahr, in dem sie durchgeführt wird, mehrere Analysekampagnen für bestimmte Grundwasserkörper enthalten. Diese Mindesthäufigkeit wird in der nachstehenden Tabelle festgelegt. Wenn die operative Überwachung nicht erforderlich ist, können die Analysekampagnen während des Zeitraums von drei oder sechs Jahren verteilt werden, unter der Voraussetzung dass an der Stelle die Proben im Laufe von verschiedenen Jahreszeiten entnommen werden.

Code	Grundwasserkörper	Jährliche Häufigkeit
RWE013	Kalkgebiet von Péruwelz-Ath-Soignies	1
RWE030	Kreidegebiet des Beckens der Haine	2
RWE031	Sandgebiet des Haine-Tals	2
RWE032	Kreidegebiet des Deûle-Tals	2
RWE051	Brüsseler Sandgebiet	1
RWE053	Landener Sandgebiet (Osten)	1
RWE060	Kalkgebiet des Tournaisis	1
RWE061	Sandgebiet von Flandern	2

Code	Grundwasserkörper	Jährliche Häufigkeit
RWE080	Gespanntes Kreidegebiet von Brabant	1
RWE160	Sockel von Brabant	1
RWM011	Kalkgebiet des Beckens der Maas-Nordufer	1
RWM012	Kalkgebiet des Beckens der Maas-Südufer	1
RWM021	Kalk- und Sandsteingebiet des Condroz	2
RWM022	Kalk- und Sandsteingebiet des Beckens der Sambre	2
RWM023	Kalk- und Sandsteingebiet des Beckens der Calestienne und der Famenne	2
RWM040	Kreidegebiet des Beckens des Geers	1
RWM041	Sand- und Kreidegebiet der Méhaigne	2
RWM052	Brüsseler Sandgebiet der Haine und der Sambre	1
RWM071	Anschwemmungen und Kiese der Maas (stromaufwärts von Namur)	2
RWM072	Anschwemmungen und Kiese der Maas (Namur-Lanaye)	2
RWM073	Anschwemmungen und Kiese der Maas (Engis-Herstal)	2
RWM091	rhätische Konglomerate (obere Trias)	1
RWM092	Unterer Lias (Sinemurien)	2
RWM093	Oberer Lias (Domerien)	2
RWM094	Kreidegebiet des Bajocien-Bathonien (Dogger)	2
RWM100	Sandstein- und Schiefergebiet des Ardenner Massivs: Lesse, Ourthe, Amel	1
RWM102	Sandstein- und Schiefergebiet des Ardenner Massivs: Becken der Rur	1
RWM103	Sandstein- und Schiefergebiet des Ardenner Massivs: Semois, Chiers und Viroin	1
RWM141	Kalk- und Sandsteingebiet des Beckens der Göhl	2
RWM142	Kalk- und Sandsteingebiet des Beckens der Weser	2
RWM151	Kreidegebiet des Herver Lands	2
RWR092	Sandsteingebiet von Luxemburg (Sinemurien - unterer Lias)	2
RWR101	Sandstein- und Schiefergebiet des Ardenner Massivs: Becken der Mosel	2

Was die in den sich nicht mehr in Betrieb befindenden Steingruben vorgenommenen Wasserentnahmen betrifft, wird die Häufigkeit der überblickswisen Überwachung unabhängig vom Wasserkörper auf 4 gesetzt.

c) Operative Überwachungen.

a. Ziel.

Jedes Jahr werden außerhalb der Jahre der überblickswisen Überwachung operative Überwachungen durchgeführt, um:

- mit einem ausreichenden Zuverlässigkeitsniveau den chemischen Zustand aller als gefährdet eingestuften Grundwasserkörper festzustellen;
- das Vorhandensein jeglicher Tendenz zu einer bedeutsamen und nachhaltigen Erhöhung der Konzentration irgendeines Schadstoffes infolge der menschlichen Tätigkeiten festzustellen.

b. Auswahl der Überwachungsstellen.

Die operativen Überwachungen werden an allen Grundwasserkörpern durchgeführt, bei denen auf der Grundlage der Beschreibung der Auswirkungen der menschlichen Tätigkeit auf den Zustand der Oberflächen- und Grundgewässer und einer überblickswisen Überwachung festgestellt wird, dass sie möglicherweise die für sie gemäß Artikel D.22 geltenden Ziele nicht erfüllen.

Die operativen Überwachungen beziehen sich nur auf die Veränderungen der SEQ-Eso-Liste, die von der zuständigen Verwaltung als riskant für den Wasserkörper bestätigt werden.

Die operativen Überwachungen werden von der mit der Überwachung beauftragten Einrichtung oder von dem Erzeuger auf Anordnung der zuständigen Verwaltung durchgeführt und zwar ab dem darauffolgenden Jahr, an den Stellen des Hauptnetzes, an denen die Veränderungen entdeckt worden sind.

Falls es notwendig ist, die Überwachung zu verstärken, um das volle Ausmaß des Risikos zu ermessen, lässt die zuständige Verwaltung eine Überwachung zu Ermittlungszwecken an neuen Stellen durchführen. Die Auswahl der neuen Überwachungsstellen muss ebenfalls eine Beurteilung der Repräsentativität der sich an dieser Stelle ergebenden Überwachungsdaten betreffend die Qualität des oder der betroffenen Grundwasserkörper widerspiegeln. Wenn die Überwachung zu Ermittlungszwecken auf die gleiche Veränderung schließt, wird(werden) die neue(n) Stelle(n) in das Hauptnetz aufgenommen und wechselt(n) zur operativen Überwachung über.

c. Häufigkeit der Analysen.

Die operative Überwachung enthält in einem Jahr eine oder mehrere Analysekampagnen. Diese Häufigkeit wird von der zuständigen Verwaltung bestimmt, entspricht jedoch mindestens der weiter oben in b) d. angegebenen Häufigkeit.

d) Identifizierung der Schadstofftendenzen.

Die Einzugsgebietsbehörde verwendet die Daten der Überwachung und der operativen Überwachung, um die langfristigen steigenden Tendenzen der durch die menschlichen Tätigkeiten verursachten Schadstoffkonzentrationen, sowie die Umkehr dieser Tendenzen zu identifizieren. Die Basisperiode, ab der die Identifizierung der Tendenzen zu berechnen ist, entspricht:

- der Periode 1992-1995 für die Veränderungen Nitrat und stickstoffhaltige Verbindungen;
- der Periode 1994-2000 für die Veränderung Pestizide, was das Erzeugerteilnetz betrifft;
- der Periode 2006-2008 für die anderen Veränderungen.

Die Berechnung der Tendenzen erfolgt für eine oder gegebenenfalls für eine Gruppe von Grundwasserkörpern. Die Umkehr der Tendenzen muss durch statistische Daten nachgewiesen werden und ihr Zuverlässigkeitsniveau muss in der Identifizierung mit einbezogen sein.

Wenn am Ende eines Verwaltungsplans die zuständige Verwaltung auf der Grundlage einer Analyse der Tendenzen der Schadstoffe der Auffassung ist, dass der gute chemische Zustand erreicht ist, stellt sie diese Feststellung den Inhabern der betroffenen Wasserentnahmestellen, die in diesem Fall nicht mehr den operativen Überwachungen unterworfen sind, und der mit der Überwachung beauftragten Einrichtung, was das patrimoniale Netz betrifft, zu.

e) Übermittlung der Ergebnisse.

Die Ergebnisse des patrimonialen Netzes werden innerhalb von drei Monaten ab dem Datum einer jeden Probenahmekampagne, was die überblicksweisen Überwachungen betrifft, und innerhalb von einem Monat ab einer jeden Probenahmekampagne, was die operativen Überwachungen betrifft, von der mit der Überwachung beauftragten Einrichtung an die zuständige Verwaltung gerichtet.

Für jedes Jahr, während dem eine Kontrolle durchgeführt wurde, werden die Ergebnisse des Erzeugernetzes von jedem Erzeuger spätestens bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres und in den vom Minister vorgeschriebenen Formen an die zuständige Verwaltung gerichtet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2007 zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buchs II des Umweltgesetzbuches, was die Überwachung der Lage des zu Trinkwasser aufbereitbaren Oberflächenwassers, des Grundwassers und bestimmter Schutzgebiete angeht, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage II

«Anlage XI

Parameter, die für die Überwachung der Qualität des zu Trinkwasser aufbereitbaren Grundwassers und Oberflächenwassers zu messen sind

LQ ist die höchste erforderliche Quantifizierungsgrenze; unter "Quantifizierungsgrenze" versteht man die zehnfache Standardabweichung (innerhalb einer Messwertreihe) einer Blindprobe:

Änderung	ESO-Code	Beschreibung	Symbol	Ausdruck	LQ
Parameter für den Boden					
	2001	Farbe (vor Ort)		Beurteilung.	
	500	Relativer Stand (wenn Piezometer vorhanden)	Z	0,00 m	
	2003	Geruch (vor Ort)		Beurteilung.	
	2106	Aufgelöster Sauerstoff (vor Ort)	O2d	(mg/l) O2	
	2005	Temperatur (vor Ort)	T	° Celsius	
Mikroorganismen					
	1011	Gesamte coliforme Bakterien	Coli T	Anz. pro 100 ml	
	1022	Enterokokkus	Enter.	Anz. pro 100 ml	
	1013	Escherichia Coli	E.Coli	Anz. pro 100 ml	
	1001	Gesamte Keime bei 22°C	GT22	nb pro 100 ml	
Gehalt an Mineralstoffen und Salz					
	2107	Alkalien gesamt	TAC	° französisch	1
	2204	Calcium	Ca++	mg/l	5
	2201	Chloride	Cl-	mg/l	1
	2102	Leitfähigkeit (vor Ort)	K20	µs/cm bei 20°C	
	2103	Gesamte Härte	TH	° französisch	1
	2205	Magnesium	Mg++	mg/l	1
	2101	.pH (vor Ort)	.pH	pH-Einheiten	
	2207	Kalium	K+	mg/l	1
	2206	Natrium	Na+	mg/l	1

Änderung	ESO-Code	Beschreibung	Symbol	Ausdruck	LQ
	2202	Sulfate	SO4--	mg/l	5
Schwebstoffe, Eisen und Mangan					
	2210	Aluminium	Al+++	µg/l	20 (10 wenn pH ≤ 6,5)
	3501	Eisen	Fe	µg/l	20
	3502	Mangan	Mn	µg/l	5
	2006	Schwebstoffe	Schwebst.	mg/l	1
	2203	<i>Silizium</i>	SiO2	(mg/l) SiO2	2
	2002	Trübung (Alternative zu den Schwebst.)	NTU	NTU	0,5
Eutrophierende Stoffe					
	3003	Ammonium	NH4+	(mg/l) NH4	0,05
	3001	Nitrate	NO3-	(mg/l) NO3	2
	3002	<i>Nitrite</i>	NO2-	(mg/l) NO2	0,03
	3204	<i>Ortho-Phosphate</i>	PO4---	mg/l	0,05
	3005	Gesamtes Phosphor	P	(mg/l) P2O5	0,05
(Extrahierbare) Metalle					
	3607	Antimon	Sb	µg/l	1
	3601	Arsen	As	µg/l	1
	3602	Cadmium	Cd	µg/l	0,5 (0,05 für Oberflächenwasser)
	3603	Chrom	Cr	µg/l	2
	3503	Kupfer	Cu	µg/l	2
	3604	Quecksilber	Hg	µg/l	0,1
	3605	Nickel	Ni	µg/l	2
	3606	Blei	Pb	µg/l	1
	3608	Selen	SE	µg/l	1
	3504	Zink	Zn	µg/l	20
(Sonstige) mineralische Mikroschadstoffe					
	2208	Barium	Ba++	µg/l	10
	3505	Bor	B	µg/l	25
	3202	<i>Bromide</i>	Br-	mg/l	0,05
	3205	Zyanide (gesamt)	CN-	µg/l	3
	3203	Fluoride	F-	mg/l	0,05
	2209	<i>Strontium</i>	Sr++	µg/l	50
Organische und oxidierbare Stoffe					
	4002	Gesamter organischer Kohlenstoff	COT	mg/l C	0,3
	4003	<i>Kohlenwasserstoffe (wenn durch Geruch festgestellt)</i>	Index C10-C40	µg/l	50
	4001	<i>Oxidierbarkeit (KMnO4)</i>	M.O.	(mg/l) O2	1
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe					
	4508	<i>Anthrazen</i>		ng/l	5
	4504	Benzo (a) pyren		ng/l	2,5
	4502	Benzo (b) fluoranthen		ng/l	5
	4505	Benzo (g,h,i) perylen		ng/l	5
	4503	Benzo (k) fluoranthen		ng/l	5
	4501	Fluoranthen		ng/l	5
	4510	<i>Fluoren</i>		ng/l	5
	4506	Indeno (1,2,3-cd) pyren		ng/l	5
	4509	<i>Phenanthren</i>		ng/l	5
	4507	<i>Pyren</i>		ng/l	5
Pestizide					
	4421	<i>2,4-Dichlorophenoxyacetat</i>	2,4-D	ng/l	25

Änderung	ESO-Code	Beschreibung	Symbol	Ausdruck	LQ
	4483	2,6 - Dichlorobenzamid	BAM	ng/l	25
	4418	2-Methyl,4-Chlorophenoxyacetat	MCPA	ng/l	25
	4470	Alachlor*		ng/l	20
	4403	Atrazin		ng/l	25
	4426	Bentazon		ng/l	25
	4416	Bromazil		ng/l	25
	4447	Chlorfenvinphos		ng/l	15
	4427	Chloridazon		ng/l	25
	4411	Chlortoluron		ng/l	25
	4436	Desisopropylatrazin		ng/l	45
	4404	Desethyl-Atrazin		ng/l	25
	4408	Diuron		ng/l	25
	4442	Endosulfan *		ng/l	2
	4433	Glyphosat *		ng/l	50
	4410	Isoproturon		ng/l	25
	4401	Lindan		ng/l	10
	4428	Metolachlor		ng/l	25
	4407	Metribuzin		ng/l	25
	4458	Pentachlorophenol		ng/l	60
	4405	Simazin		ng/l	25
	4435	Terbutylazin		ng/l	25
	4443	Trifluralin		ng/l	15
(Sonstige) organische Mikroschadstoffe					
	4304	1,1,1 Trichlorethan	1,1,1-C2H3Cl3	µg/l	1
	4305	1,1,2 Trichlorethan	1,1,2-C2H3Cl3	µg/l	1
	4303	1,2 Dichlorethan	1,2-C2H4Cl2	µg/l	1
	4201	Benzol	C6H6	µg/l	0,25
	4302	Chloroform	CHCl3	µg/l	0,5
	4203	Ethylbenzen	C8H10	µg/l	0,5
	4328	Hexachlorobenzen	C6Cl6	µg/l	0,005
	4327	Hexachlorobutadien	C4Cl6	µg/l	0,05
	4511	Naphthalin	C10H8	µg/l	0,5
	4307	Tetrachlorethylen	C2Cl4	µg/l	0,5
	4301	Tetrachlorkohlenstoff	CCl4	µg/l	0,5
	4202	Toluen	C7H8	µg/l	1
	4306	Trichlorethylen	C2HCl3	µg/l	0,5
	4324	Trichlorobenzene	C6H3Cl3	µg/l	0,5

* nur im Oberflächenwasser»

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2007 zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buchs II des Umweltgesetzbuches, was die Überwachung der Lage des zu Trinkwasser aufbereitbaren Oberflächenwassers, des Grundwassers und bestimmter Schutzgebiete angeht, als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 3. Mai 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2171

[2007/201673]

3 MEI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, wat betreft de monitoring van de toestand van het tot drinkwater verwerkbaar water, van het grondwater en van sommige beschermde gebieden

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.17, D.18, vijfde lid, D.19, D.20, D.22, D.24, D.156, D.168, derde lid, D.172 en D.175;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 22 november 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 maart 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2000/60/EG van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Artikel R.43 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt :

« Art. R 43. De inhoud van de economische analyse van het watergebruik bedoeld in artikel D.17 ligt vast in bijlage II.

De inhoud van het register van de beschermde gebieden bedoeld in artikel D.18 ligt vast in bijlage III.

De monitoring van de toestand van het water wordt door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer georganiseerd op basis van een monitoringsnetwerk waartoe de waterproducenten bijdragen overeenkomstig artikel D.168, derde lid.

De inhoud, de procedures en de technische bepalingen die nodig zijn voor het uitwerken van de monitoringsprogramma's bedoeld in artikel 19 liggen vast in bijlage IV.

Op de voordracht van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer en met het oog op de uitvoering van het beheersplan bedoeld in artikel D.24 bepaalt de Minister de lijst van de controlelocaties van het hoofdnetwerk voor de monitoring die overeenstemmen met deze monitoringsprogramma's van de waterlichamen, alsook de inhoud van deze programma's. »

Art. 3. Hetzelfde Boek wordt aangevuld met de artikelen R.43bis tot R.43bis-5, luidend als volgt :

« Art. R.43bis. Wat de monitoring van het grondwater betreft, bestaan er twee bronnen voor de noodzakelijke gegevens :

- het producentennetwerk, dat de controlelocaties verenigt waarvan de opvolging ten laste valt van sommige eigenaars van waterwinningen en waarvan de resultaten regelmatig aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer, worden overgemaakt, worden aan deze monitoring onderworpen, elke operationele winplaats van tot drinkwater verwerkbaar grondwater waarvan de geproduceerde jaarlijkse hoeveelheid de drempel van 36 500 m³ (dagelijks gemiddelde van 100 m³) overschrijdt en elke operationele winplaats van water dat niet tot drinkwater verwerkbaar is waarvan de geproduceerde jaarlijkse hoeveelheid hoger is dan de drempel van 365 000 m³ (dagelijks gemiddelde van 1 000 m³) overschrijdt. De verplichting tot uitvoering van analyses is van toepassing vanaf het jaar dat volgt op de overschrijding van de vorige drempel of van de hieronder vermelde drempel en het niet-afleveren van de milieuvergunning voor de waterwinning schort deze verplichting niet op;
- het patrimoniaal netwerk, dat controlelocaties verenigt waar piëzometers, bronnen of andere categorieën van waterwinningen dan die bedoeld in de vorige paragraaf gevestigd zijn; de opdracht tot exploitatie van het patrimoniaal netwerk kan, overeenkomstig artikel D.20, aan een instelling toevertrouwd worden op basis van een bestek bepaald door de Minister op de voordracht van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer.

Op basis van de beschikbare locaties en van de aldus ingezamelde gegevens wordt het hoofdnetwerk voor de monitoring, dat representatief is van de grondwaterlichamen, door de hydrogeologie-deskundigen zo opgezet dat :

- het een betrouwbaar beeld geeft van de kwantitatieve toestand van alle grondwaterlichamen of groepen grondwaterlichamen, met inbegrip van een beoordeling van de beschikbare grondwatervoorraad;
- een samenhangend totaalbeeld van de chemische toestand van het grondwater in elk stroomgebied wordt gegeven en door de mens veroorzaakte stijgende tendensen op lange termijn bij verontreinigende stoffen aan het licht treden.

Dit netwerk en de methodologie die voor het ontwerp ervan nodig is worden goedgekeurd door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer.

De stroomgebiedsoverheid voegt bij het beheersplan één of meerdere kaarten die het hoofdnetwerk voor de monitoring van het grondwater aangeven.

De voor het hoofdnetwerk niet in aanmerking genomen controlelocaties worden gebruikt om bijkomende controles of onderzoeken uit te voeren, namelijk voor de evaluatie van de toestand van de beschermde gebieden, de waarneming van bijzondere plaatselijke toestanden en de monitoring van de beschermde inrichtingen.

Art. R.43bis-1. Het is verboden op minder dan 50 meter van een locatie voor de kwantitatieve monitoring van het grondwater die overeenkomstig deze titel is aangewezen en die voor het patrimoniaal netwerk bestemd is een boring met het oog op de productie van grondwater uit te voeren waarbij voorzien wordt in een pomp met een capaciteit van meer dan 4 m³/u.

Art. R.43bis-2. Elke exploitant van een waterwinning die deel uitmaakt van het patrimoniaal netwerk moet de administratie of de toezichthoudende instelling toegang tot die waterwinning verlenen om er het niveau op te meten of monsters te nemen.

Art. R.43bis-3. De maatschappijen die drinkwater produceren moeten ook deelnemen in de monitoring van oppervlaktewater overeenkomstig artikel R.103.

Art. R.43bis-4. De analyses van de fysisch-chemische en microbiologische parameters uitgevoerd in het kader van de watermonitoringsprogramma's worden toevertrouwd aan laboratoria die volgens de norm NBN EN ISO/CEI 17025 geaccrediteerd zijn en overeenkomstig de federale wetgeving betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling.

Bovendien moeten de laboratoria die deze analyses uitvoeren op eigen kosten deelnemen aan de specifieke onderlinge vergelijkingstests die het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer hen zal aanwijzen bij een instelling die daarin gespecialiseerd is. Er wordt voorzien in maximum drie specifieke tests per beheersplan.

De vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer, worden door de laboratoria gemachtigd om de BELAC audits bij te wonen als ze in deze laboratoria worden uitgevoerd.

Voor zover mogelijk moet de analyse van de monsters volgens de CEN/ISO-methoden worden uitgevoerd.

De bemonstering geschiedt onder dekking van instellingen die voor deze activiteit geaccrediteerd zijn.

Voor zover mogelijk moet de bemonstering aan de norm ISO 5667 voldoen.

Art. R.43bis-5. De monitoring van de chemische toestand wordt uitgevoerd onverminderd de "survey nitrate" omschreven in artikel R.226. Als de resultaten van de analyses uitgevoerd op een locatie die gelegen is buiten de omschreven kwetsbare gebieden, wijzen op een risico dat de goede toestand van het water inzake nitraat niet kan worden bereikt, wordt voorzien in een monitoring die minstens gelijkwaardig is aan de "survey nitrate" op deze locatie. »

Art. 4. Artikel R.103 van het Waterwetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.103. § 1. Deze onderafdeling is uitsluitend van toepassing op het oppervlaktewater dat wordt gebruikt voor de waterproductie bestemd voor drinkwater.

§ 2. Elke parameter opgenomen in bijlage XI moet worden gemeten op de in bijlage XVII aangegeven controleplaatsen. Op voorstel van de Minister wordt deze lijst om de 6 jaar herzien naargelang nieuwe verontreinigende stoffen optreden.

§ 3. Als op basis van de controles uitgevoerd door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer, in één of meerdere waterlichamen gelegen stroomopwaarts het controlepunt blijkt dat een relevante verontreinigende stof opgenomen in bijlage XI wordt opgespoord op een niveau dat geen risico inhoudt voor de goede toestand, moet betrokken producent deze verontreinigende stof op de winningplaats controleren.

§ 4. De jaarlijkse minimumfrequenties van de bemonsteringen en van de analyse van elke parameter mogen niet kleiner zijn dan die bedoeld in afdeling 5), deel I, van bijlage IV.

§ 5. De resultaten van de analyses worden aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Waterbeheer overgemaakt overeenkomstig de voorschriften van de Minister. » .

Art. 5. De artikelen R.96, R.104 en R.130 van het Waterwetboek worden opgeheven.

Art. 6. Punt 1. a) van bijlage III bij het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt vervangen door volgend punt :

« a) de gebieden die overeenkomstig artikel D.156 zijn aangewezen voor de winning van voor menselijke consumptie bestemd oppervlaktewater en de preventie- en monitoringsgebieden die overeenkomstig de artikelen D.172 en D.175 zijn vastgelegd voor de winning van voor menselijke consumptie bestemd grond- of oppervlaktewater; ».

Art. 7. Bijlage IV bij het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

Art. 8. Bijlage XI bij het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt vervangen door bijlage II bij dit besluit.

Art. 9. Bijlage XVII bij het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt gewijzigd als volgt :

— in afdeling b) zone van water dat tot drinkwater kan worden verwerkt, wordt punt 8 gewijzigd als volgt :

« De beek Laid Trou en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot de meest stroomafwaarts gelegen winplaats te Lodomé en de beek Noir Ruy en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot het winnen van Houvegné te Stavelot (stroomgebied van de Amblève) »;

— afdeling b) zone van water dat tot drinkwater kan worden verwerkt, wordt aangevuld met een punt 9, luidend als volgt :

« De Lhomme en de bijrivieren ervan vanaf hun bronnen tot de winplaats van Bras te Libramont. »;

— in afdeling c) controleplaats wordt punt h gewijzigd als volgt :

« h. De winplaats stroomafwaarts de stuwdam van Lodomé en de winplaats van Noir Ruy te Stavelot (stroomgebied van de Amblève) »;

— afdeling c) controleplaats wordt aangevuld met een punt i, luidend als volgt :

« i. De winplaats van Bras te Libramont (stroomgebied van de Lesse) ».

Art. 10. Bijlage XIV bij het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 3 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 1

« Bijlage IV. — Monitoringprogramma's

I. MONITORING VAN DE ECOLOGISCHE EN CHEMISCHE TOESTAND VAN HET OPPERVLAKTewater.

Het oppervlaktewatermeetnet wordt gevormd volgens de voorschriften van artikel D.19. Het wordt zo opgezet dat een samenhangend overzicht van de ecologische en chemische toestand in elk stroomgebied wordt verkregen en de waterlichamen kunnen worden ingedeeld in vijf klassen. De overheid van het stroomgebied verstrekt in het stroomgebiedsbeheersplan een kaart of kaarten van het meetnet voor oppervlaktewater.

Op basis van de karakterisering en de effectbeoordeling overeenkomstig artikel D.17 stelt de overheid van het stroomgebied voor elke periode waarop een stroomgebiedsbeheersplan betrekking heeft, een programma voor toestand- en trendmonitoring en een programma voor operationele monitoring op. In sommige gevallen moet de overheid van het stroomgebied wellicht ook programma's voor monitoring voor nader onderzoek opstellen.

De overheid van het stroomgebied monitort de parameters die een aanwijzing geven van de toestand van elk relevant kwaliteitselement. Bij de keuze van de parameters voor de biologische kwaliteitselementen bepaalt de overheid van het stroomgebied het geschikte taxonomische niveau om een toereikende betrouwbaarheid en precisie bij de indeling van de kwaliteitselementen te bereiken. In het plan worden schattingen gegeven van de betrouwbaarheid en de precisie van de gegevens die met de monitoringsprogramma's worden verkregen.

1) Opzet van de toestand- en trendmonitoring.

a) Doelstelling.

De overheid van het stroomgebied stelt programma's voor monitoring op met het oog op toezicht teneinde informatie te verstrekken met het oog op :

- aanvulling en bekrachtiging van de procedure voor de beoordeling van de effecten van de menselijke activiteit op de toestand van het oppervlaktewater en het grondwater;
- een doelmatige en efficiënte opzet van toekomstige monitoringsprogramma's;
- de beoordeling van veranderingen in de natuurlijke omstandigheden op lange termijn;
- de beoordeling van veranderingen op lange termijn ten gevolge van algemeen voorkomende menselijke activiteiten.

De resultaten van deze monitoring worden geëvalueerd en samen met de beschreven effectbeoordelingsprocedure gebruikt om te bepalen welke behoeften er zijn voor monitoringsprogramma's in de lopende en de latere stroomgebiedsbeheersplannen.

b) Keuze van de meetpunten

De monitoring met het oog op toezicht wordt verricht op voldoende oppervlaktewaterlichamen om de algemene toestand van het oppervlaktewater in elk stroomgebied of deelstroomgebied binnen het stroomgebiedsdistrict te kunnen beoordelen. Bij de keuze van de waterlichamen draagt de overheid van het stroomgebied er zorg voor dat zo nodig monitoring wordt verricht op punten :

- waar het waterdebiet significant is binnen het stroomgebiedsdistrict in zijn geheel, met inbegrip van locaties in grote rivieren met een stroomgebied van meer dan 2 500 km²;
- waar het aanwezige watervolume significant is binnen het stroomgebiedsdistrict, met inbegrip van grote meren en reservoirs;
- waar significante waterlichamen de grenzen van het Waalse Gewest overschrijden;
- die zijn aangewezen uithoofde van Beschikking 77/795/EEG betreffende informatie-uitwisseling, en op andere punten die nodig zijn om de verontreinigingsvracht te schatten die de grenzen van het Waalse Gewest passeert en welke in het mariene milieu terecht komt.

c) Keuze van kwaliteitselementen

Monitoring met het oog op toezicht wordt gedurende één jaar in de door het stroomgebiedsbeheersplan bestreken periode voor elke monitoringslocatie verricht voor :

- de parameters voor alle biologische kwaliteitselementen;
- de parameters voor alle hydromorfologische kwaliteitselementen;
- de parameters voor alle algemene fysisch-chemische kwaliteitselementen;
- verontreinigende stoffen op de lijst van prioritaire stoffen die in het stroomgebied of het deelstroomgebied geloosd worden;
- andere in significante hoeveelheden in het stroomgebied of deelstroomgebied geloosde verontreinigende stoffen, tenzij bij de vorige monitoring met het oog op toezicht is aangetoond dat het betrokken waterlichaam een goede toestand heeft bereikt en uit de beoordeling van de effecten van menselijke activiteiten niet is gebleken dat de effecten op het waterlichaam zijn veranderd. In deze gevallen wordt monitoring met het oog op toezicht eenmaal per drie stroomgebiedsbeheersplannen uitgevoerd.

2) Opzet van de operationele monitoring.

Operationele monitoring wordt verricht om :

- de toestand vast te stellen van de waterlichamen waarvan gebleken is dat ze gevaar lopen de milieudoelstellingen niet te bereiken;
- uit de maatregelenprogramma's resulterende wijzigingen in de toestand van die lichamen te beoordelen.

Het programma kan in de door het stroomgebiedsbeheersplan bestreken periode worden gewijzigd in het licht van de informatie die in het kader van de beoordeling van de effecten van de menselijke activiteit op de toestand van het oppervlaktewater en het grondwater of in het kader van deze bijlage is verkregen, met name voor een verlaging van de frequentie wanneer een effect niet significant wordt geacht of de betrokken belasting is weggenomen.

a) Keuze van de monitoringslocaties.

Operationele monitoring wordt verricht voor alle waterlichamen die volgens voornoemde effectbeoordeling dan wel volgens de monitoring met het oog op toezicht, gevaar lopen de op grond van artikel D.22 bepaalde milieudoelstellingen niet te bereiken, alsmede voor waterlichamen waarin op de lijst van prioritair stoffen voorkomende stoffen worden geloosd. Voor stoffen op de lijst van prioritair stoffen worden de meetpunten gekozen overeenkomstig de wetgeving waarbij de toepasselijke milieukwaliteitsnorm is vastgesteld. In alle andere gevallen, ook voor stoffen op de lijst van prioritair stoffen waarvoor geen specifieke voorschriften bestaan, worden de meetpunten als volgt gekozen :

- voor lichamen die aan significante belasting uit puntbronnen onderhevig zijn, voldoende meetpunten in elk waterlichaam om de omvang en het effect van de puntbronbelasting te beoordelen. Is een waterlichaam aan meer dan één belasting uit puntbronnen onderhevig, dan mogen meetpunten worden gekozen om de omvang en het effect van die belasting in haar geheel te beoordelen;
- voor lichamen die aan significante belasting uit diffuse bronnen onderhevig zijn, voldoende meetpunten binnen een selectie van de waterlichamen om de omvang en het effect van de belasting uit diffuse bronnen te beoordelen.
De gekozen waterlichamen moeten representatief zijn voor de relatieve risico's van het bestaan van belasting uit diffuse bronnen, en de relatieve risico's van het niet bereiken van een goede oppervlaktewatertoestand;
- voor lichamen die aan significante hydromorfologische belasting onderhevig zijn, voldoende meetpunten binnen een selectie van de lichamen om de omvang en het effect van de hydromorfologische belasting te beoordelen.
De gekozen lichamen moeten een aanwijzing geven omtrent het algehele effect van de hydromorfologische belasting waaraan alle lichamen onderhevig zijn.

b) Keuze van de kwaliteitselementen.

Om de omvang van de belasting waaraan oppervlaktewaterlichamen onderhevig zijn te beoordelen, verrichten de lidstaten monitoring voor de kwaliteitselementen die een aanwijzing geven van de belasting op het lichaam of de lichamen. Om het effect van die belasting te beoordelen, monitort het Waalse Gewest voor zover nodig :

- parameters voor één of meer biologische kwaliteitselementen die het meest gevoelig zijn voor de belasting waaraan de waterlichamen onderhevig zijn;
- alle geloosde prioritair stoffen, alsmede andere in significante hoeveelheden geloosde verontreinigende stoffen;
- parameters voor het hydromorfologische kwaliteitselement dat het meest gevoelig is voor de geconstateerde belasting.

3) Opzet van de monitoring voor nader onderzoek.

Monitoring voor nader onderzoek wordt verricht :

- wanneer de reden voor een overschrijding niet bekend is;
- wanneer volgens de monitoring met het oog op toezicht de ingevolge artikel 4 voor een waterlichaam bepaalde doelstellingen wellicht niet worden bereikt en er nog geen operationele monitoring is ingesteld, om te achterhalen waarom één of meer waterlichamen de milieudoelstellingen niet bereiken, of
- om de omvang en het effect van een incidentele verontreiniging vast te stellen, en moet informatie verschaffen voor de vaststelling van een maatregelenprogramma om de milieudoelstellingen te bereiken, en van specifieke maatregelen die nodig zijn om de gevolgen van incidentele verontreiniging te verhelpen.

1.3.4. Meet frequentie.

Voor de periode van toestand- en trendmonitoring gelden de hieronder vermelde meetfrequenties voor parameters die een indicatie geven voor fysisch-chemische kwaliteitselementen, tenzij langere tussenpozen op grond van technische kennis en deskundige beoordeling gerechtvaardigd zijn. Voor biologische of hydromorfologische kwaliteitselementen wordt tijdens de toestand- en trendmonitoringsperiode ten minste één keer monitoring verricht.

Voor operationele monitoring wordt door de lidstaten voor elke parameter de vereiste meetfrequentie vastgesteld met het oog op voldoende gegevens voor een betrouwbare beoordeling van de toestand van het betrokken kwaliteitselement. In de regel dient de monitoring te geschieden met tussenpozen die niet langer zijn dan aangegeven in de navolgende tabel, tenzij langere tussenpozen op grond van technische kennis en deskundige beoordeling gerechtvaardigd zijn.

De frequenties worden gekozen met het oog op een aanvaardbare betrouwbaarheidsgraad en precisie. Het stroomgebiedsbeheersplan bevat schattingen van de met het gebruikte monitoringssysteem verkregen betrouwbaarheid en precisie.

Bij de keuze van de meetfrequenties wordt rekening gehouden met de variabiliteit van parameters ten gevolge van natuurlijke en antropogene factoren. De monitoringstijdstippen worden zo gekozen dat de invloed van seizoensvariaties op de resultaten zo klein mogelijk is om ervoor te zorgen dat de resultaten een beeld geven van veranderingen in het waterlichaam ten gevolge van veranderingen door antropogene belasting. Indien nodig vindt tijdens verschillende seizoenen van hetzelfde jaar extra monitoring plaats om deze doelstelling te bereiken :

Kwaliteitselement	Rivieren	Meren
Biologische		
Fytoplankton	6 maanden	6 maanden
Andere waterflora	3 jaar	3 jaar
Macro-invertebrata	3 jaar	3 jaar
Vis	3 jaar	3 jaar
Hydromorfologisch		
Continuïteit	6 jaar	
Hydrologie	Continu	1 maand
Morfologie	6 jaar	6 jaar

Kwaliteitselement	Rivieren	Meren
Fysisch-chemisch		
Thermische omstandigheden	3 maanden	3 maanden
Zuurstofvoorziening	3 maanden	3 maanden
Zoutgehalte	3 maanden	3 maanden
Nutriënten	3 maanden	3 maanden
Verzuringstoestand	3 maanden	3 maanden
Andere verontreinigende stoffen	3 maanden	3 maanden
Prioritaire stoffen	1 maand	1 maand

5) Aanvullende monitoringsvoorschriften voor beschermde gebieden.

De voorgaande voorgeschreven monitoringsprogramma's worden aangevuld om aan de volgende voorschriften te voldoen.

a) Drinkwateronttrekkingspunten.

Ingevolge artikel D.168 aangewezen oppervlaktewaterlichamen die gemiddeld meer dan 100 m³ per dag leveren, worden als monitoringslocaties aangewezen en zo nodig aan aanvullende monitoring onderworpen om aan de voorschriften van dat artikel te voldoen. Die lichamen worden gemonitord op alle geloosde prioritaire stoffen en op alle andere in significante hoeveelheden geloosde stoffen die de toestand van het waterlichaam kunnen beïnvloeden en die uithoofde van de drinkwaterrichtlijn beheerd worden. De monitoring wordt verricht met de volgende frequenties :

Bevolking	Frequentie
< 10 000	4 keer per jaar
10 000 tot 30 000	8 keer per jaar
> 30 000	13 keer per jaar

b) Beschermingsgebieden voor habitats en soorten

Indien waterlichamen zulke gebieden vormen, worden zij opgenomen in het bovengenoemde programma voor operationele monitoring indien volgens de effectbeoordeling en de monitoring met het oog op toezicht de kans bestaat dat de in artikel D.22 gestipuleerde milieudoelstellingen niet worden bereikt. De monitoring wordt verricht om de omvang en het effect van elke relevante significante belasting van die lichamen en, zo nodig, de uit de maatregelenprogramma's resulterende veranderingen in de toestand van die lichamen te beoordelen. De monitoring wordt voortgezet totdat de gebieden voldoen aan de voorschriften met betrekking tot water van de regeling waarbij zij zijn aangewezen en de doelstellingen van artikel D.22 zijn bereikt.

6) Normen voor de monitoring van kwaliteitselementen.

De voor de monitoring van systeemparameters gebruikte methoden moeten in overeenstemming zijn met de hieronder vermelde internationale normen of met andere nationale of internationale normen die waarborgen dat wetenschappelijk gelijkwaardige en even vergelijkbare gegevens worden verkregen.

a) Monsterneming voor macro-invertebrata :

ISO 5667-3	Water quality - Sampling - Part 3 : Guidance on the preservation and handling of samples
EN 27828	Water quality - Methods for biological sampling - Guidance on hand netsampling of benthic macroinvertebrates
EN 28265	Water quality - Methods of biological sampling - Guidance on the design and use of quantitative samplers for benthic macroinvertebrates on stony substrata in shallow waters
EN ISO 9391	Water quality - Sampling in deep waters for macroinvertebrates - Guidance on the use of colonization, qualitative and quantitative samplers
EN ISO 8689	Biological classification of rivers, Part I : Guidance on the interpretation of biological quality data from surveys of benthic Macroinvertebrates in running waters
EN ISO 8689-2	Biological classification of rivers, Part II : Guidance on the presentation of biological quality data from surveys of benthic macroinvertebrates in running waters

b) Desbetreffende CEN/ISO-normen na ontwikkeling :

Monsterneming voor vissen :

Desbetreffende CEN/ISO-normen na ontwikkeling.

Monsterneming voor diatomeeën :

Desbetreffende CEN/ISO-normen na ontwikkeling.

Normen voor fysisch-chemische parameters :

Alle relevante CEN/ISO-normen.

Normen voor hydromorfologische parameters :

Alle relevante CEN/ISO-normen.

II. MONITORING VAN DE KWANTITATIEVE EN CHEMISCHE TOESTAND VAN HET GRONDWATER.

1) Monitoring van de kwantitatieve toestand van het grondwater.

a) Algemene beginselen toepasselijk op het monitoringsnetwerk voor de grondwaterstand.

De monitoringslocaties moeten het meten van de grondwaterstand en, in associatie met de opgenomen grondwaterlichamen, de kennis van het variatiestelsel ervan mogelijk maken.

De inzameling, verwerking en verspreiding van de hydrologische gegevens zijn conform de gids van de hydrologische praktijken van de Meteorologische Wereldorganisatie.

Het netwerk moet voldoende representatieve meetpunten omvatten om de grondwaterstand in elk grondwaterlichaam of elke groep grondwaterlichamen te kunnen inschatten, waarbij rekening wordt gehouden met variaties in de aanvulling op korte en op lange termijn, en moet met name :

- voor grondwaterlichamen waarbij de kans bestaat dat zij niet voldoen aan de milieudoelstellingen van artikel D.22, een voldoende dicht meetpuntennet hebben om de gevolgen van onttrekkingen en lozingen voor de grondwaterstand te kunnen beoordelen;
- voor grondwaterlichamen waarin grondwater over de grens van het Waalse Gewest stroomt, voldoende meetpunten hebben om de richting en snelheid van de grondwaterstroming over genoemde grens te schatten.

Zover mogelijk moeten de standmetingen uitgevoerd worden volgens de genormaliseerde methode ISO 21413. Om de uitgevoerde metingen in verschillende controlelocaties te kunnen vergelijken, kan de bevoegde administratie de inachtneming van nauwkeurigheden opleggen voor de uit te voeren metingen.

De waarnemingspunten voor de standen van het grondwater moeten voldoen aan de volgende minimale kenmerken :

- niet geëxploiteerde boringen of voormalige huishoudelijke putten;
- werken in uitstekende toestand, afgedicht noch gescheurd, en in contact met de enige watervoerende laag die men zich voorneemt in de gaten te houden. De werken die vatbaar zijn voor opborrelend artesisisme worden hetzij afgedicht met een klep voorzien van een manometer, hetzij verlengd met een buis die hoog genoeg uitsteekt boven het grondniveau;
- werk voorzien van een merkteken voor permanente, vaste en stabiele piëzometrische meting, die geen aanleiding geeft tot verwarring, makkelijk opspoorbaar en duidelijk aangegeven en gegeoreferenciert in de hoogte met een precisie die minstens gelijk is aan de precisie die vereist is voor de niveaumetingen;
- gewaarborgde toegang tijdens de volledige duur van een monitoringprogramma;
- de gegevens betreffende het werk (lokalisatie; eigenaar; geologische aard van de doorkruiste terreinen; minimale binnendiameter, uitrusting en lokalisatie van de roosters; schema van het meetmerk en fotografie) worden opgenomen in een dossier waarvan een afschrift bij de bevoegde administratie verkrijgbaar is.

b) Dichtheid van de monitoring van het hoofdnetwerk

Krachtens de algemene beginselen ontwikkeld in a) en op grond van een deel van de hydrodynamische kenmerken van de watervoerende lagen, enerzijds, en van de op 22 maart 2005 aan de Europese Gemeenschap meegedeelde toestand van het oppervlaktewater en het grondwater, anderzijds, voldoet de dichtheid van de voor de meting van de waterstanden bestemde locaties van het patrimoniaal netwerk aan de volgende minimumvoorwaarden :

Code	Grondwaterlichaam	Dichtheid
RWE060	Kalksteen van de "Tournaisis"	1 locatie per 25 km ²
RWE013	Kalksteen van Péruwelz-Aat-Zinnik	1 locatie per 50 km ²
RWE030	Krijt van het stroomgebied van de Haine	1 locatie per 50 km ²
RWE031	Zand van de Hainevallei	1 locatie per 50 km ²
RWE051	Bruxellienzand	1 locatie per 50 km ²
RWM011	Kalksteen van het stroomgebied van de Maas - noordoever	1 locatie per 50 km ²
RWM012	Kalksteen van het stroomgebied van de Maas - zuidoever	1 locatie per 50 km ²
RWM021	Kalksteen en zandsteen van de Condroz	1 locatie per 50 km ²
RWM022	Kalksteen en zandsteen van het stroomgebied van de Samber	1 locatie per 50 km ²
RWM040	Krijt van het stroomgebied van de Jeker	1 locatie per 50 km ²
RWM151	Krijt van het Land van Herve	1 locatie per 50 km ²
	Andere grondwaterlichamen	1 locatie per 500 km ² of 1 locatie per hydrografisch stroomgebied

Het aantal waarnemingslocaties wordt door de Minister nader bepaald met inachtneming van de door de bevoegde administratie vastgelegde methodologie voor het opzetten van het kwantitatieve netwerk.

c) Inzameling van de gegevens ten laste van de waterproducenten.

Wat het producentennetwerk betreft zijn de volgende beginselen van toepassing :

- voor elke waterwinning in een spanningslaag die het dak van de watervoerende laag niet droogpompt, worden de meetstanden uitgevoerd in het geëxploiteerde werk (dynamische maatregel);
- voor elke waterwinning in een spanningslaag die het dak van de watervoerende laag droogpompt, worden de meetstanden uitgevoerd in de stilgelegde waterwinningsinstallatie (statische maatregel), voor zover het dak van de watervoerende laag niet langer drooggepompt wordt tijdens deze statische maatregel. Als het dak van de watervoerende laag drooggepompt blijft ondanks het stilleggen van de pompoperaties, moet de waterwinning beschouwd worden als zijnde in vrij grondwater;
- voor niet gravitaire waterwinningen in vrij grondwater, worden de standmetingen verricht met een winningssysteem in piëzometers gevestigd in het geëxploiteerde waterlichaam. Een winningssysteem is een geheel van waterwinningen dat een technische productie-eenheid vormt en dat gelegen is in dezelfde afgelegen preventiezone die goedgekeurd is of het voorwerp uitmaakt van een project. Het aantal te meten piëzometers wordt op grond van de door het systeem opgenomen volumes vastgelegd als volgt :
 - van 0 tot minder dan 365 000 m³/jaar : 0 piëzometer;
 - van 365 000 m³/jaar tot minder dan 1 460 000 m³/jaar : 1 piëzometer;
 - 1 460 000 m³/jaar en meer : 2 piëzometers.
- voor gravitaire waterwinningen van meer dan 2 920 000 m³/jaar worden de standmetingen vervangen door metingen van het geloosde debiet (verlaten) of van het debiet van de ontvangende rivier, tenzij de locatie deel uitmaakt van het gewestelijke limnietrische net.

De monitoringpiëzometers worden bij voorkeur gekozen onder de bestaande piëzometers of onder de piëzometers die verwezenlijkt moeten worden in het kader van de studies betreffende de afbakening van de preventiezones. Als er meer dan één piëzometer is, dan worden ze behoorlijk verspreid naar gelang van de afvloeirichtingen. Als het aantal bestaande piëzometers ontoereikend is of als de kenmerken ervan niet voldoen aan de criteria om deel uit te maken van het monitoringnetwerk, moet het monitoringprogramma voorzien in de verwezenlijking van bijkomende piëzometers.

d) Frequentie van de monitoring.

Krachtens de algemene beginselen ontwikkeld in a) is de volgende tabel van toepassing :

		Te halen doelstelling	Minimumdoelstelling (minimale frequentie)
Waterstandmeting in putten en piëzometers	Vrij of drooggepompt	Wekelijks	Maandelijks
	Spanningslaag	Maandelijks	Zesmaandelijks
Meting afgenomen volume		Maandelijks	Jaarlijks
Debietten van de uitlaten		Wekelijks	Maandelijks

De minimumfrequenties worden desgevallend verhoogd met inachtneming van de aard van de watervoerende lagen en opdat een toereikend aantal valideerbare waarnemingen verkregen kan worden die de statistische exploitatie ervan mogelijk maakt.

Voor zover mogelijk worden de metingen op een vaste dag in de week of in de maand uitgevoerd zodat dezelfde tussentijd tussen twee achtereenvolgende metingen behouden kan worden.

e) Overdracht van de resultaten.

De resultaten van het producentennetwerk worden voor elk jaar waarin maatregelen worden uitgevoerd uiterlijk 31 maart van het volgende jaar d.m.v. de door de Minister voorgeschreven formulieren door elke producent aan de bevoegde administratie overgemaakt.

De resultaten van bepaalde bijkomende monitoringslocaties gekozen in het monitoringnetwerk worden op verzoek van de bevoegde administratie binnen de maand die volgt op het verzoek overgemaakt door de producent of de toezichthoudende instelling.

2) Monitoring van de chemische toestand van het grondwater.

a) Algemene beginselen.

De monitoringslocaties moeten het nemen van representatieve monsters van ruw grondwater mogelijk maken om fysische, chemische en microbiologische analyses uit te voeren.

Wat het producentennetwerk betreft, volstaat en wordt een opnemings per winplaats (en niet per waterwinning) aanvaard, onder bepaalde door de bevoegde administratie te preciseren voorwaarden.

Op basis van de karakterisering en van de omschrijving van de effecten van de menselijke activiteit op de toestand van het oppervlaktewater en het grondwater, uitgevoerd overeenkomstig artikel D.17 en meegedeeld aan de Europese Commissie op 22 maart 2005, wordt overeenkomstig de paragrafen b) en c) hierboven een monitoringprogramma opgemaakt voor elke periode die het voorwerp is van een beheersplan, met inachtneming van de volgende beginselen :

- vanaf 1 januari 2006 wordt om de drie jaar een toestand- en trendmonitoring uitgevoerd in elke locatie van het producentennetwerk. Voor de winningen van tot drinkbaar water verwerkbaar water waarvan het jaarlijkse volume de drempel van 100.000 m³ (275 m³/dag gemiddeld) niet overschrijdt, wordt de toestand- en trendmonitoring vanaf 1 januari 2009 evenwel om de zes jaar uitgevoerd;
- vanaf 1 januari 2006 wordt om de drie jaar een toestand- en trendmonitoring uitgevoerd in elke locatie van het patrimoniale netwerk. De uitvoerige analyses verricht door de toezichthoudende instelling sinds 1 januari 2005 zijn evenwel vrijstellend voor de eerste periode van drie jaar;
- de resultaten van deze monitoring worden zodra mogelijk gebruikt om per grondwaterlichaam te bepalen of operationele monitoring dat toepasselijk op het hoofdnetwerk is vastgelegd moet worden voor de resterende periode van het beheersplan.

De toestand- en trendmonitoring en de operationele monitoring zijn gebaseerd op het beoordelingsstelsel voor de grondwaterkwaliteit (SEQ-Eso), goedgekeurd op 22 mei 2003, dat rekening houdt met de mogelijke effecten van de menselijke activiteit en alle mogelijke watergebruiken.

De beoordeling van het vertrouwens- en precisieniveau van de door het monitoringprogramma verstrekte resultaten wordt vermeld in het beheersplan.

b) Toestand- en trendmonitoring.

a. Doelstelling.

De toestand- en trendmonitoring heeft ten doel :

- de procedure tot beoordeling van de effecten van de menselijke activiteit op de toestand van het grondwater aan te vullen en te bekrachtigen;
- informatie te verstrekken voor de beoordeling van langetermijntendensen die het gevolg zijn van zowel veranderde natuurlijke omstandigheden als menselijke activiteiten.

b. Dichtheid van de monitoringslocaties.

Minimum 3 monitoringslocaties of 1 locatie per 100 km² moeten gekozen worden voor elk van de volgende categorieën grondwaterlichamen :

- lichamen waarvoor volgens de karakterisering overeenkomstig artikel D.17 een risico bestaat;
- lichamen die de grens van het Waalse Gewest overschrijden.

c. Keuze van de parameters.

De toestand- en trendmonitoring bestaat in het meten van elke parameter van de lijst gebaseerd op het SEQ-Eso-systeem opgenomen in bijlage XI. Deze parameters worden ingedeeld in groepen die alteraties genoemd worden.

De parameters in cursieve drukletters op deze lijst zijn aanwijzend en eisen geen meetmethodes onder accreditatie.

Om de goede of zeer goede toestand met betrouwbaarheid te kunnen beoordelen, wordt een maximale kwantificatiegrens vereist voor elke parameter op deze lijst. Daarenboven moet, wat deze maximale waarde betreft, elke parameter beoordeeld worden met een relatieve precisie (nauwkeurigheid en betrouwbaarheid; cfr. ISO 5725/1) van 25 %, die bepaald wordt op de meest representatieve monsters van het grondwater, waarbij het gezamenlijke analytische proces in aanmerking wordt genomen.

d. Frequentie van de analyses.

De toestand- en trendmonitoring kan, het jaar waarin hij wordt uitgevoerd, verschillende analysecampagnes bevatten voor bepaalde grondwaterlichamen. Deze minimumfrequentie ligt vast in onderstaande tabel. Als de operationele monitoring niet vereist is, kunnen de analysecampagnes over de periode van drie of zes jaar verspreid worden mits tijdens verschillende seizoenen monsters te nemen op de locatie.

Code	Grondwaterlichaam	Jaarlijkse frequentie
RWE013	Kalksteen van Péruwelz-Aat-Zinnik	1
RWE030	Krijt van het stroomgebied van de Haine	2
RWE031	Zand van de Hainevallei	2
RWE032	Krijt van de Deûlevallei	2
RWE051	Bruxellienzand	1
RWE053	Zand van de Landénien (Oost)	1
RWE060	Kalksteen van de "Tournaisis"	1
RWE061	Zand van Vlaanderen	2
RWE080	Captief krijt van Brabant	1
RWE160	Schol van Brabant	1
RWM011	Kalksteen van het stroomgebied van de Maas noordoever	1
RWM012	Kalksteen van het stroomgebied van de Maas zuidoever	1
RWM021	Kalksteen en zandsteen van de Condroz	2
RWM022	Kalksteen en zandsteen van het stroomgebied van de Samber	2
RWM023	Kalksteen en zandsteen van de Calestienne en de Famenne	2
RWM040	Krijt van het stroomgebied van de Jeker	1
RWM041	Zand en krijt van de Méhaigne	2
RWM052	Bruxellienzand van Haine en Samber	1
RWM071	Aanslibbels en kiezelzand van de Maas (stroomopwaarts Namen)	2
RWM072	Aanslibbels en kiezelzand van de Maas (Namen-Lanaye)	2
RWM073	Aanslibbels en kiezelzand van de Maas (Engis - Herstal)	2
RWM091	Conglomeraten van de Rhétien (Hogere Trias)	1
RWM092	Lage Lias (Sinémurien)	2
RWM093	Hoge Lias (Domérien)	2
RWM094	Kalk Bajocien-Bathonien (Dogger)	2
RWM100	Zandsteen en leisteen van het Ardens massief : Lesse, Ourthe, Amel	1
RWM102	Zandsteen en leisteen van het Ardens massief : stroomgebied van de Roer	1
RWM103	Zandsteen en leisteen van het Ardens massief : Semois, Chiers et Viroin	1
RWM141	Kalksteen en zandsteen van het stroomgebied van de Gueule	2
RWM142	Kalksteen en zandsteen van het stroomgebied van de Vesder	2
RWM151	Krijt van het Land van Herve	2
RWR092	Zandsteen van Luxemburg (Sinémurien - Lage Lias)	2
RWR101	Zandsteen en leisteen van het Ardens massief : stroomgebied van de Moezel	2

Wat betreft de waterwinningen tot stand gebracht in groeven die niet meer actief zijn, wordt de frequentie van de toestand- en trendmonitoring vastgelegd op 4, ongeacht het waterlichaam.

c) Operationele monitoring.

a. Doelstelling.

In de perioden tussen programma's voor toestand- en trendmonitoring wordt operationele monitoring verricht met de bedoeling :

- met een voldoende betrouwbaarheidsniveau de chemische toestand vast te stellen van alle grondwaterlichamen waarbij de kans bestaat dat zij niet aan de normen voldoen;
- de aanwezigheid vast te stellen van enige langdurige door de mens veroorzaakte stijgende tendens van de concentratie van een verontreinigende stof.

b. Keuze van de monitoringslocaties.

Operationele monitoring wordt verricht voor alle grondwaterlichamen die op grond van de omschrijving van de effecten van de menselijke activiteit op de toestand van het oppervlaktewater en van het grondwater en van een toestand- en trendmonitoring het risico lopen de doelstellingen van artikel D.22 niet te halen..

Operationele monitoring slaat niet op de alteraties van de de SEQ-Eso-lijst die de bevoegde administratie bevestigt als zijnde een risico voor het waterlichaam.

De operationele monitoring wordt door de toezichthoudende instelling of de producent op bevel van de bevoegde administratie uitgevoerd op de locaties van het hoofdnetwerk waar de alteratie is opgespoord.

Als de monitoring geïntensiveerd moet worden om de volle maat van het risico te nemen, laat de bevoegde administratie een onderzoekscontrole uitvoeren op de nieuwe locaties. De keuze van nieuwe monitoringlocaties moet ook een afspiegeling zijn van een beoordeling van de representativiteit van de monitoringsgegevens afkomstig van die locatie wat betreft betrokken grondwaterlichaam of grondwaterlichamen. Als de onderzoekscontrole tot dezelfde alteratie besluit, wordt/worden de nieuwe locatie(s) in het hoofdnetwerk opgenomen en aan operationele monitoring onderworpen.

c. Frequentie van de analyses.

Binnen een jaar omvat de operationele monitoring één of meer analysecampagnes. Deze frequentie wordt door de bevoegde administratie gespecificeerd maar is minstens gelijk aan die vermeld in b) d. hierboven.

d) Bepaling van tendensen bij verontreinigende stoffen.

De overheid van het stroomgebied gebruikt gegevens van zowel toestand- en trendmonitoring als operationele monitoring om door de mens veroorzaakte stijgende tendensen op lange termijn in de concentraties van verontreinigende stoffen en omgekeerde tendensen vast te stellen. De basisperiode ten opzichte waarvan de tendensen worden berekend is :

- de periode 1992-1995 voor de alteraties nitraten en stikstofhoudende stoffen;
- de periode 1994-2000 voor de alteraties pesticiden wat betreft het subnetwerk van de producenten;
- de periode 2006-2008 voor de overige alteraties.

De tendensen worden berekend voor een grondwaterlichaam of, in voorkomend geval, een groep grondwaterlichamen. Een omkering in een tendens moet statistisch worden aangetoond en de betrouwbaarheidsgraad van die waarneming moet worden aangegeven.

Als de bevoegde administratie na afloop van een beheersplan op basis van een tendensanalyse van de verontreinigende stoffen acht dat de goede chemische toestand weer bereikt is, geeft ze daar kennis van aan de houders van de betrokken waterwinningen, die in dat geval niet meer aan operationele monitoring onderworpen zijn, en aan de toezichhoudende instelling voor wat het patrimoniale netwerk betreft.

e) Overdracht van de resultaten.

De resultaten van het patrimoniale netwerk worden door de toezichhoudende instelling aan de bevoegde administratie overgemaakt, binnen drie maanden na de datum van elke bemonsteringscampagne wat de toestand- en trendmonitoring betreft en binnen de maand na de datum van elke bemonsteringscampagne wat de operationele monitoring betreft.

De resultaten van het producentennetwerk worden voor elk jaar waarin monitoring is uitgevoerd uiterlijk 31 maart van het volgende jaar d.m.v. de door de Minister voorgeschreven formulieren door elke producent aan de bevoegde administratie overgemaakt. »

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2007 tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, wat betreft de monitoring van de toestand van het tot drinkwater verwerkbaar water, van het grondwater en van sommige beschermde gebieden.

Namen, 3 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage II

« Bijlage XI

Te meten parameters voor de monitoring van de kwaliteit van het grondwater en het oppervlaktewater dat tot drinkwater kan worden verwerkt

LQ is de vereiste bepaalbaarheidsgrens; onder "bepaalbaarheidsgrens" wordt het volgende verstaan : tienmaal de standaardafwijking binnen een groep waarnemingen van een blancomonster.

Wijziging	ESO code	Beschrijving	Symbol	Expressie	LQ
Grondparameters					
	2001	<i>Kleur (in situ)</i>		Beoordeling	
	500	<i>Relatief niveau (indien piëzomete)r</i>	Z	0,00 m	
	2003	<i>Geur (in situ)</i>		Beoordeling	
	2106	Opgeloste zuurstof (in-situ)	O2d	mg/l O2	
	2005	Temperatuur (in situ)	T	° Celsius	
Micro-organismen					
	1011	<i>Totale colibacteriën</i>	ColiT	nb per 100 ml	
	1022	<i>Enterococcus</i>	Enter.	nb per 100 ml	
	1013	<i>Escherichia Coli</i>	E.Coli	nb per 100 ml	
	1001	<i>Totaal kiemgetal aan 22 °C</i>	GT22	nb per 100 ml	
Mineralisatie en zoutgehalte					
	2107	Totale alkaliniteit	TAC	° frans	1
	2204	Calcium	Ca++	mg/l	5
	2201	Chloriden	Cl-	mg/l	1
	2102	Soortgelijk geleidingsvermogen (in-situ)	K20	µs/cm bij 20 °C	

Wijziging	ESO code	Beschrijving	Symbol	Expressie	LQ
	2103	<i>Totale hardheid</i>	TH.	° frans	1
	2205	Magnesium	Mg ⁺⁺	mg/l	1
	2101	.pH (in-situ)	.pH	pH eenheden	
	2207	Kalium	K ⁺	mg/l	1
	2206	Natrium	Na ⁺	mg/l	1
	2202	Sulfaten	SO ₄ ⁻⁻	mg/l	5
Zwevende deeltjes, Ijzer en Mangaan					
	2210	Aluminium	Al ⁺⁺⁺	µg/l	20 (10 indien pH ≤ 6,5)
	3501	Ijzer	Fe	µg/l	20
	3502	Mangaan	Mn	µg/l	5
	2006	Gesuspendeerde stoffen	M.E.S.	mg/l	1
	2203	<i>Silica</i>	SiO ₂	mg/l SiO ₂	2
	2002	Troebelheid van het water (alternatief voor M.E.S.)	NTU	NTU	0,5
Eutrofiërende stoffen					
	3003	Ammonium	NH ₄ ⁺	mg/l NH ₄	0,05
	3001	Nitraten	NO ₃ ⁻	mg/l NO ₃	2
	3002	<i>Nitrieten</i>	NO ₂ ⁻	mg/l NO ₂	0,03
	3204	<i>Orthofosfaten</i>	PO ₄ [—]	mg/l	0,05
	3005	Fosfoor totaal	P.	mg/l P ₂ O ₅	0,05
Metalen (extraheerbaar)					
	3607	Antimoon	Sb	µg/l	1
	3601	Arsenicum	As	µg/l	1
	3602	Cadmium	Cd	µg/l	0,5 (0,05 in oppervlaktewater)
	3603	Chroom	Cr	µg/l	2
	3503	Koper	Cu	µg/l	2
	3604	Kwik	Hg	µg/l	0,1
	3605	Nikkel	Ni	µg/l	2
	3606	Lood	Pb	µg/l	1
	3608	Selenium	Se	µg/l	1
	3504	Zink	Zn	µg/l	20
Micro-verontreinigende mineralen (andere)					
	2208	Barium	Ba ⁺⁺	µg/l	10
	3505	Borium	B	µg/l	25
	3202	<i>Bromides</i>	Br ⁻	mg/l	0,05
	3205	Cyanides (totalen)	CN ⁻	µg/l	3
	3203	Fluoriden	F ⁻	mg/l	0,05
	2209	<i>Strontium</i>	Sr ⁺⁺	µg/l	50
Organische en oxydeerbare stoffen					
	4002	Totaal organische koolstof	COT	mg/l C	0,3
	4003	<i>Koolwaterstoffen (indien door de geur ontdekt)</i>	Index C10-C40	µg/l	50
	4001	<i>Oxydeerbaarheid (KMnO₄)</i>	M.O.	mg/l O ₂	1
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen					
	4508	<i>Antracéen</i>		ng/l	5
	4504	Benzo (a) pyreen		ng/l	2,5
	4502	Benzo (b) fluorantheen		ng/l	5
	4505	Benzo (g,h,i) peryleen		ng/l	5
	4503	Benzo (k) fluorantheen		ng/l	5
	4501	Fluorantheen		ng/l	5

Wijziging	ESO code	Beschrijving	Symbool	Expressie	LQ
	4510	<i>Fluoreen</i>		ng/l	5
	4506	Indeno (1,2,3-cd) pyreen		ng/l	5
	4509	<i>fenantreen</i>		ng/l	5
	4507	<i>Pyreen</i>		ng/l	5
Pesticiden					
	4421	<i>2,4-dichloorfenoxycetaat</i>	2,4-D	ng/l	25
	4483	<i>2,6 - dichloorbenzamide</i>	BAM	ng/l	25
	4418	<i>2-methyl,4-chloorfenoxycetaat</i>	MCPA	ng/l	25
	4470	<i>Alachloor *</i>		ng/l	20
	4403	Atrazine		ng/l	25
	4426	Bentazon		ng/l	25
	4416	Bromacil		ng/l	25
	4447	<i>Chloorfeninfos *</i>		ng/l	15
	4427	<i>Chlooridazon</i>		ng/l	25
	4411	Chloortoluron		ng/l	25
	4436	<i>Deisopropyl Atrazine</i>		ng/l	45
	4404	Desethyl Atrazine		ng/l	25
	4408	Diuron		ng/l	25
	4442	<i>Endosulfan *</i>		ng/l	2
	4433	<i>Glyfosaat *</i>		ng/l	50
	4410	Isoproturon		ng/l	25
	4401	<i>Lindaan</i>		ng/l	10
	4428	<i>Metolachloor</i>		ng/l	25
	4407	<i>Metribuzin</i>		ng/l	25
	4458	<i>Pentachloorfenol</i>		ng/l	60
	4405	Simazine		ng/l	25
	4435	<i>Terbutylazin</i>		ng/l	25
	4443	<i>Trifluralin</i>		ng/l	15
Organische micro-verontreinigende stoffen (andere)					
	4304	<i>1,1,1 Trichloorethaan</i>	1,1,1-C2H3Cl3	µg/l	1
	4305	<i>1,1,2 Trichloorethaan</i>	1,1,2-C2H3Cl3	µg/l	1
	4303	<i>1,2 Dichloorethaan</i>	1,2-C2H4Cl2	µg/l	1
	4201	Benzeen	C6H6	µg/l	0,25
	4302	<i>Chloroform</i>	CHCl3	µg/l	0,5
	4203	<i>Ethylbenzeen</i>	C8H10	µg/l	0,5
	4328	<i>Hexachloorbenzeen</i>	C6Cl6	µg/l	0,005
	4327	<i>Hexachloorbutadien *</i>	C4Cl6	µg/l	0,05
	4511	<i>Naftaleen</i>	C10H8	µg/l	0,5
	4307	Tetrachloorethyleen	C2Cl4	µg/l	0,5
	4301	<i>Tetrachloorkoolstof</i>	CCl4	µg/l	0,5
	4202	<i>Tolueen</i>	C7H8	µg/l	1
	4306	Trichloorethyleen	C2HCl3	µg/l	0,5
	4324	<i>Trichloorbenzeen</i>	C6H3Cl3	µg/l	0,5

* uitsluitend voor het oppervlaktewater"

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2007 tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, wat betreft de monitoring van de toestand van het tot drinkwater verwerkbaar water, van het grondwater en van sommige beschermde gebieden.

Namen, 3 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN